

Globethics Repository

The logo for Globethics, featuring the word "Globethics" in white, lowercase, sans-serif font centered within a solid blue rectangular background.

Baromètre mondial de la corruption 2010

This page was generated automatically upon download from the Globethics Repository. More information on Globethics see <https://www.globethics.net>. Data and content policy of Globethics Repository see <https://repository.globethics.net/pages/policy>.

Item Type	Book
Authors	Hodess, Robin;Riano, Junita;Hienrich, Finn
Publisher	Transparency International
Rights	With permission of the license/copyright holder
Download date	2026-06-26 09:55:48
Link to Item	http://hdl.handle.net/20.500.12424/177799



Transparency International (TI) est une organisation internationale de la société civile au premier plan de la lutte contre la corruption. Grâce à ses 90 sections nationales dans le monde entier et son Secrétariat International basé à Berlin, en Allemagne, TI sensibilise l'opinion publique aux dangers de la corruption et travaille de concert avec les gouvernements, le secteur privé et la société civile pour développer et mettre en oeuvre des mesures efficaces visant à enrayer la corruption.

www.transparency.org

©2010 Transparency International. Tous droits réservés.

Toute notre attention a été mise en oeuvre afin de vérifier l'exactitude des informations figurant dans ce rapport. À notre connaissance, toutes les informations figurant dans ce rapport étaient correctes en date décembre 2010. Toutefois, Transparency International ne pourra pas être tenu responsable des conséquences de l'usage de ces informations à toutes autres fins ou sous d'autres formes.

© Photo: istockphoto.com/Juanmonino, Flickr/spAvAAi, Flickr/Ferdinand Reus, istockphoto.com/Elena Korenbaum, istockphoto.com/Danish Khan, Flickr/RezaG!, istockphoto.com/Joanne Green, istockphoto.com/Christine Glade, istockphoto.com/Kevin Russ, istockphoto.com/Cristian Lazzari, istockphoto.com/JTSorrell, istockphoto.com/PhotoTalk, istockphoto.com/Alex Gumerov, istockphoto.com/Galina Dreyzina, Flickr/jirotrom, istockphoto.com/Danish Khan

Baromètre mondial de la corruption 2010

Le Baromètre mondial de la corruption de Transparency International (le Baromètre) est la plus grande enquête internationale collectant les opinions et les expériences du public en matière de corruption. En 2010, le Baromètre a interrogé 91 500 personnes dans 86 pays, ce qui en fait l'édition la plus complète depuis sa création en 2003. Le Baromètre présente l'opinion du public sur les niveaux de corruption dans leurs pays respectifs et sur les efforts de leurs gouvernements pour lutter contre la corruption. Le Baromètre 2010 enquête également sur la fréquence de la corruption, les raisons pour lesquelles des pots-de-vin ont été payés au cours de l'année passée, et l'attitude par rapport à la dénonciation de cas de corruption.

Le Baromètre complète les opinions des analystes des pays et des hommes d'affaires, présentées dans l'Indice de perception de la corruption¹ et l'Indice de corruption des pays exportateurs² de Transparency International, en rassemblant les perceptions du public sur la manière dont les institutions clés sont affectées par la corruption. Le Baromètre 2010 étudie également les personnes dans lesquelles les citoyens ont le plus confiance pour lutter contre la corruption dans leur pays.

Les questions du Baromètre varient d'année en année, certaines questions sont présentes dans chaque édition, d'autres disparaissent et réapparaissent cycliquement et quelques unes ne sont apparues qu'une fois ou sont incluses à intervalles irréguliers. Par conséquent, les comparaisons dans le temps sont limitées aux questions qui ont été posées dans deux éditions ou plus. L'approche générale pour les comparaisons dans le temps pour le Baromètre 2010 consiste à comparer les résultats de cette année avec les derniers disponibles pour une question particulière. Dans tous les cas, les années comparées sont indiquées dans les tableaux ou les graphiques accompagnant les analyses de changements au fil du temps.

L'opinion du public en ce qui concerne la corruption est d'une importance essentielle. Elle offre un aperçu significatif de la manière dont la corruption affecte des vies à travers le monde. Transparency International pense qu'il est crucial de présenter l'opinion du public vis-à-vis de la corruption puisque c'est lui qui en souffre des conséquences directes et indirectes à travers le monde. Parallèlement, Transparency International encourage le public à jouer un rôle actif pour mettre fin à la corruption et améliorer la gouvernance. À cette fin, l'édition du Baromètre de cette année enquête, pour la première fois, sur la volonté du public à s'engager dans la lutte contre la corruption.

À présent dans sa septième édition, le Baromètre offre une opportunité unique de découvrir la manière dont les perceptions du public ainsi que leurs expériences vis-à-vis de la corruption ont évolué au fil du temps dans un certain nombre de pays³.

¹ Pour plus de renseignements, veuillez consulter www.transparency.org/policy_research/surveys_indices/cpi/2010.

² Pour plus de renseignements, veuillez consulter www.transparency.org/policy_research/surveys_indices/bpi

³ Les conclusions présentées pays-par-pays et répertoriées dans l'annexe D constituent une source de données particulièrement riche, qui détaille les opinions et les expériences en matière de corruption. Nous vous encourageons à examiner en détail ces conclusions afin d'établir les domaines cibles pour lesquels une action urgente est nécessaire dans un pays en particulier.

Les principales conclusions du Baromètre 2010 sont les suivantes :

- les niveaux de corruption dans le monde sont considérés en augmentation sur les trois dernières années ;
 - environ six personnes sur dix indiquent que les niveaux de corruption dans leur pays ont augmenté avec le temps ;
 - la plus grande augmentation est perçue par les répondants venant d'Amérique du Nord et de l'UE⁴ ;
- Les partis politiques sont identifiés comme les institutions les plus corrompues dans le monde entier
 - Huit personnes sur dix jugent les partis politiques corrompus ou extrêmement corrompus, suivis par les services d'état civil, la justice, le Parlement et la police
 - Avec le temps, la perception du public en ce qu'il s'agit des partis politiques s'est détériorée, tandis que celle par rapport au système judiciaire s'est améliorée.
- L'existence de la petite corruption est largement répandue, cela reste inchangé par rapport à 2006
 - La police est identifiée comme ayant reçu le plus fréquemment des pots-de-vin au cours des douze derniers mois. La police a également la plus grande augmentation des cas de corruption au cours du temps, selon les personnes interrogées
 - Pour huit des neuf services évalués, les personnes ayant les plus bas revenus sont plus susceptibles de payer des pots-de-vin que les personnes ayant des revenus plus élevés.
 - La raison la plus souvent donnée pour payer un bakchich est « pour éviter des problèmes avec les autorités »
- L'action des gouvernements pour combattre la corruption est souvent considérée comme inefficace
 - Dans le monde, une personne interrogée sur deux considère l'action de son gouvernement comme inefficace afin de mettre fin à la corruption.
 - Tandis que les opinions mondiales n'ont pas changé avec le temps, les opinions sur les efforts des gouvernements se sont dégradées en Asie-Pacifique, en Amérique Latine et en Afrique subsaharienne, mais se sont améliorées dans les pays de l'ex bloc URSS+ ainsi qu'en Amérique du Nord
- Il y a peu de confiance dans les institutions officielles pour lutter contre la corruption
 - Une personne sur quatre dans le monde ne fait pas davantage confiance à une institution en particulier pour lutter contre la corruption.
 - Près d'une sur quatre fait le plus confiance aux médias ou aux gouvernements pour mettre fin à la corruption
- L'idée que le public a un rôle à jouer pour mettre fin à la corruption est considérablement répandue... ainsi qu'une volonté de dénoncer la corruption lorsqu'elle survient.
 - Sept personnes interrogées sur dix pensent que des personnes ordinaires peuvent faire la différence dans la lutte contre la corruption, et la moitié pourrait imaginer s'impliquer
 - Les gens sont prêts à dénoncer la corruption aux autorités : sept sondés sur dix rapportent qu'ils dénonceraient un cas. Cette volonté de dénoncer les cas de corruption est plus prononcée en Amérique et dans l'UE+.

⁴ Voir tableau ci-dessous pour les regroupements par région.

Ci-dessous figurent les classifications régionales utilisées dans le Baromètre 2010 :

Classification régionale

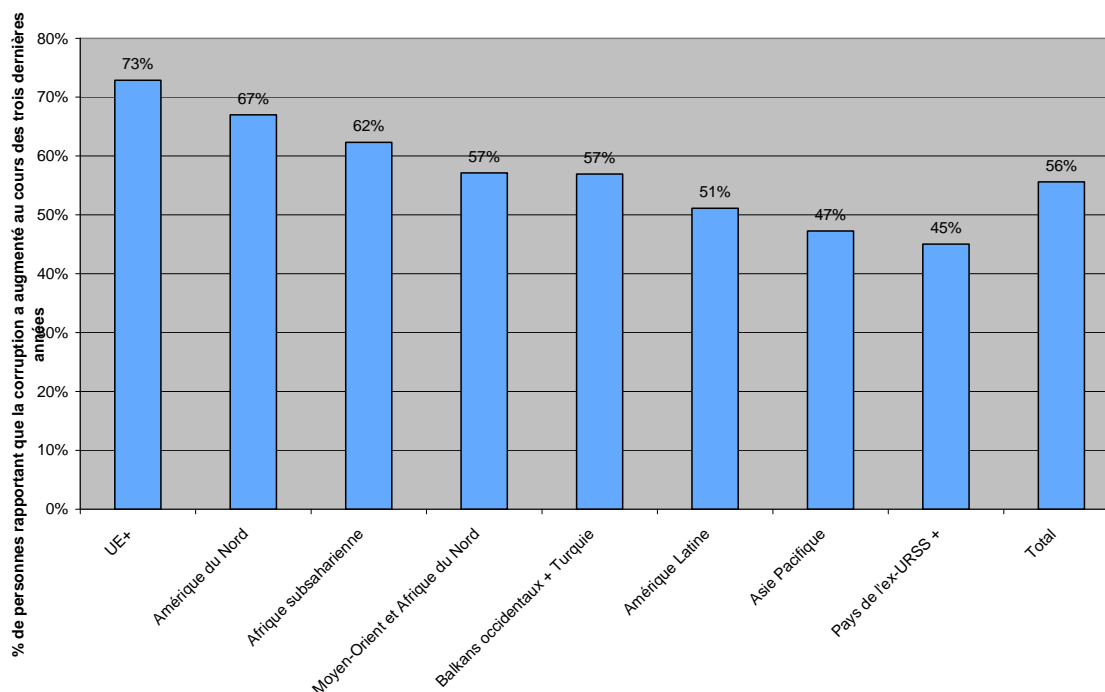
Asie-Pacifique	UE+	Amérique Latine	Moyen-Orient et Afrique du Nord	Amérique du Nord
Afghanistan	Allemagne	Argentine	Irak	Canada
Australie	Autriche	Bolivie	Israël	États-Unis
Bangladesh	Bulgarie	Brésil	Liban	
Cambodge	Danemark	Chili	Maroc	
Chine	Espagne	Colombie	Palestine	
Corée (du Sud)	Finlande	Mexique		
Fidji	France	Pérou		
Hong Kong	Grèce	Salvador		
Îles Salomon	Hongrie	Venezuela		
Inde	Islande			
Indonésie	Irlande			
Japon	Italie			
Malaisie	Lettonie			
Nouvelle-Zélande	Lituanie			
Pakistan	Luxembourg			
Papouasie Nouvelle-Guinée	Norvège			
Philippines	Pays-Bas			
Singapour	Pologne			
Taïwan	Portugal			
Thaïlande	République Tchèque			
Vanuatu	Roumanie			
Vietnam	Royaume-Uni			
	Slovénie			
	Suisse			

1. Opinion dans le monde entier : la corruption a augmenté au cours des trois dernières années

D'après les personnes interrogées pour le Baromètre 2010, les niveaux de corruption ont augmenté au cours des trois dernières années. Un peu plus de la moitié des personnes sondées considèrent que la corruption a augmenté, alors que pour trois sur dix, les niveaux sont restés les mêmes au cours des trois dernières années. Seule une personne sur sept pense que les niveaux de corruption ont diminué au cours des trois dernières années. Les femmes ont été plus susceptibles de percevoir une augmentation des niveaux de corruption au cours des trois dernières années que les hommes, (60 % contre 52 %), veuillez vous référer aux conclusions détaillées présentées dans l'annexe D.

Il existe des différences régionales dans la perception des changements de niveaux de corruption. Alors que plus des deux tiers des sondés dans l'UE+ et en Amérique du Nord ont vu une augmentation de la corruption ces trois dernières années, ce nombre tombe en deçà de la moitié pour l'Asie-Pacifique et les pays de l'ex-URSS+ (schéma 1). Cependant, même dans ces deux régions, les sondés sont environ trois fois plus nombreux à rapporter une augmentation de la corruption, plutôt qu'une diminution (voir tableau 1 de l'annexe C).

Schéma 1 Changement des niveaux de corruption au cours des trois dernières années, par région



Source : Baromètre mondial de la corruption 2010 de Transparency International. Les pourcentages sont pondérés.

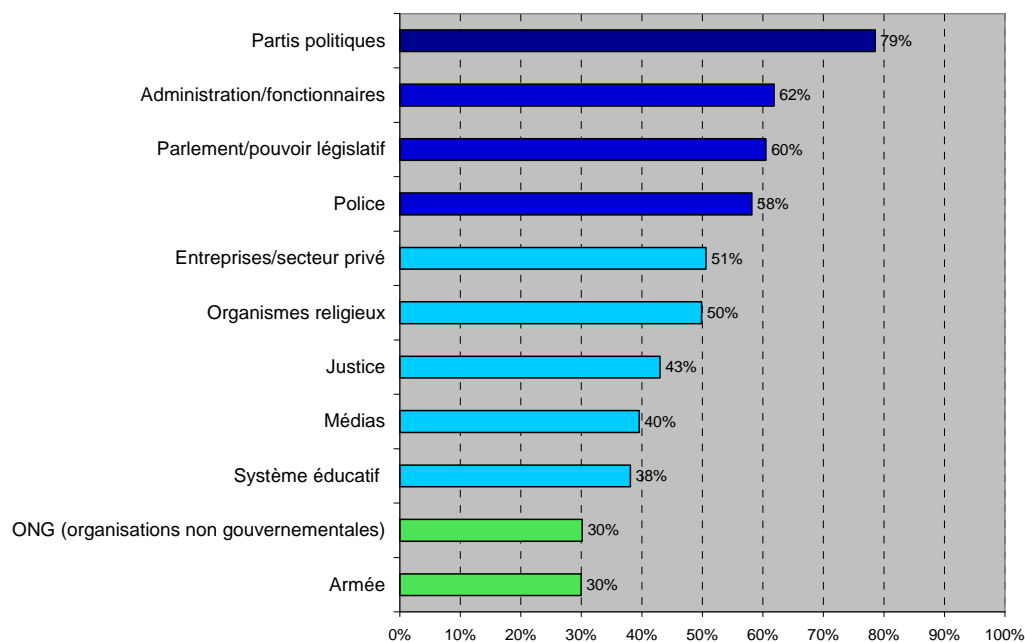
1.1. Le secteur ou l'institution le plus touché par la corruption : les partis politiques

Le Baromètre 2010 a demandé aux personnes interrogées dans quelle mesure, selon elles, 11 secteurs et institutions clés de leur pays étaient affectés par la corruption. La liste comprend : l'administration publique⁵, le système éducatif, la justice, les médias, l'armée, les organisations non gouvernementales, le Parlement, la police, les partis politiques, le secteur privé et les organismes religieux.

⁵ La question se réfère aux « hauts fonctionnaires ou fonctionnaires de l'administration publique »

Globalement, les partis politiques sont jugés comme étant les plus affectés par la corruption : près de 80 % des sondés pensent qu'ils sont soit corrompus, soit extrêmement corrompus. Les partis politiques sont suivis de près par un second groupe, comprenant les fonctionnaires, le Parlement et la police. Un troisième groupe d'institutions est constitué par le secteur privé, les organismes religieux, la justice, les médias et le système éducatif. Les personnes interrogées à travers le monde considèrent l'armée et les organisations non gouvernementales comme les moins affectées par la corruption, bien que 30 % les considèrent toujours comme corrompues ou extrêmement corrompues (schéma 2).

Schéma 2 Niveaux perçus de corruption dans les institutions clés à travers le monde

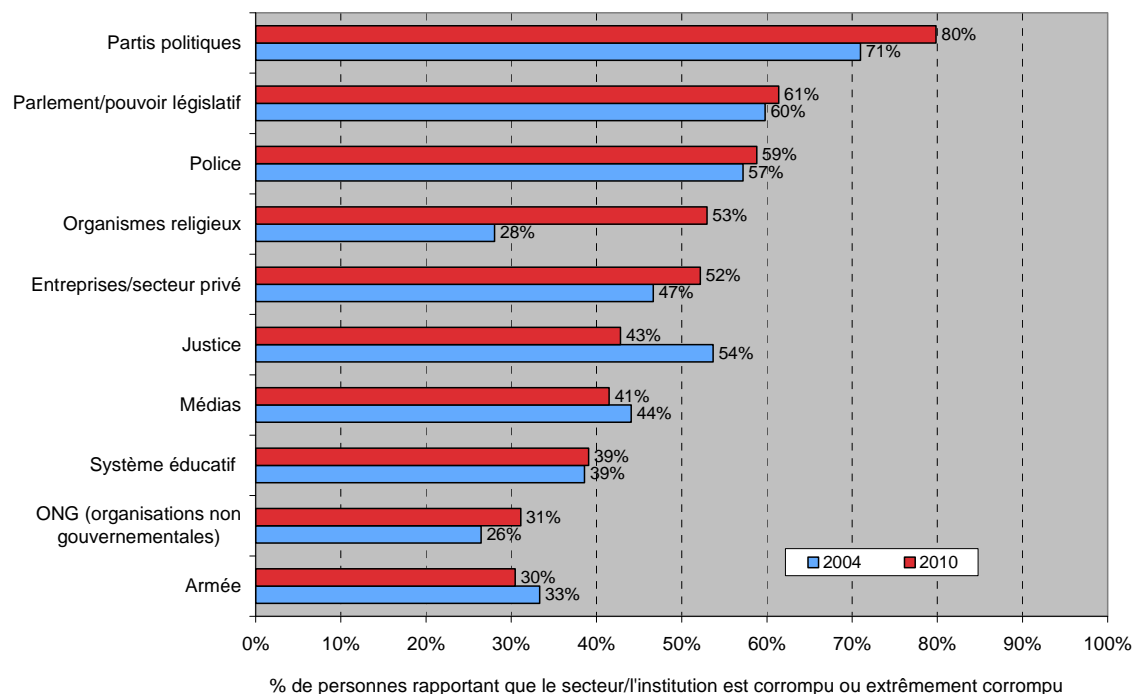


% de personnes sondées considérant le secteur/institution comme corrompu ou extrêmement corrompu

Source : Baromètre mondial de la corruption 2010, Transparency International. Les pourcentages sont pondérés. La couleur des institutions représente les groupes identifiés par analyse de regroupement et indique l'existence d'une différence statistique entre ces groupes.

Le Schéma n° 3 montre que les perceptions quant à la manière dont la corruption affecte les secteurs ou les organisations clés n'ont pas beaucoup changé avec le temps. En 2004 comme en 2010, les partis politiques figurent en haut de la liste, et les organisations non gouvernementales ainsi que l'armée demeurent en bas. Néanmoins, ce sont chez les organismes religieux et les partis politiques qu'on a constaté la plus forte augmentation de la corruption perçue au fil du temps. Cependant, les perceptions vis-à-vis des organisations non gouvernementales et du secteur privé se sont également dégradées. Il est intéressant de noter que l'opinion publique en ce qui concerne le système judiciaire s'est améliorée : le pourcentage de ceux qui la considèrent comme corrompue ou extrêmement corrompue a diminué de 10 points.

Schéma 3 Corruption affectant les institutions/secteurs clés, comparaison par années, résultats généraux



Source : Baromètre mondial de la corruption 2004 et 2010, Transparency International. Les pourcentages sont pondérés. Seuls les pays figurant dans les deux éditions ont été utilisés pour cette analyse.

2. Expériences personnelles relatives à la petite corruption : une personne sur quatre à travers le monde a payé un pot-de-vin.

Le Baromètre 2010 étudie les expériences relatives à la petite corruption du public en général à travers la planète, en demandant à plus de 77 000 utilisateurs de neuf différents services de base s'ils ont dû payer un pot-de-vin lorsqu'ils ont eu affaire à eux.⁶ De la même manière que dans les éditions précédentes, le Baromètre 2010 a étudié l'existence de cas de petite corruption lorsque les utilisateurs ont eu des contacts avec les douanes, l'enseignement, la justice, les services fonciers⁷, les services médicaux, la police, les services d'état civil et des permis⁸, l'administration fiscale et les services d'utilité publique. Un utilisateur sur quatre de ces services rapporte avoir payé un pot-de-vin au cours des douze derniers mois.

⁶ Le Baromètre filtre les utilisateurs qui rapportent ne pas avoir eu de contact avec des services élémentaires. En d'autres mots, on demande uniquement à ceux ayant eu des contacts avec ces services s'ils ont dû payer un bakchich lors qu'ils ont traité avec ces-derniers.

⁷ Services liés à l'achat, à la vente, à l'héritage et à la location de terrains.

⁸ Les services inclus sont l'état civil pour les mariages et les naissances, et les services de délivrance de permis et d'autorisations.

Le groupe de pays rapportant les plus hauts niveaux de petite corruption englobe les pays suivants : l'Afghanistan, le Cambodge, le Cameroun, l'Inde, l'Irak, le Liberia, le Nigeria, l'Ouganda⁹, la Palestine, le Sénégal, et la Sierra Leone, (tableau 1 ci-dessous. Le tableau 3 de l'annexe C montre les résultats complets).

Tableau 1 Pourcentage de sondés qui rapportent avoir payé un bakchich au cours de l'année passée à différents prestataires de services, par pays¹⁰

		Pays/Territoire
% de personnes interrogées qui indiquent avoir payé un <i>bakchich</i> à un des 9 différents prestataires de services au cours des douze derniers mois	Groupe 1 : 50 % ou plus	Afghanistan, Bangladesh, Cambodge, Cameroun, Inde, Irak, Liberia, Malaisie, Nigeria, Ouganda, Palestine, Sénégal et Sierra Leone.
	Groupe 2 : entre 30 et 49,9 %	Azerbaïdjan, Bolivie, Ghana, Kenya, Liban, Lituanie, Mexique, Moldavie, Mongolie, Pakistan, Salvador, Ukraine, Vietnam et Zambie.
	Groupe 3 : entre 20 et 29,9 %	Arménie, Biélorussie, Bosnie, Chili, Colombie, Hongrie, Îles Salomon, Macédoine, Papouasie Nouvelle-Guinée, Pérou, Roumanie, Russie, Thaïlande, Turquie et Venezuela.
	Groupe 4 : entre 6 et 19,9 %	Argentine, Autriche, Bulgarie, Chine, Fidji, France, Grèce, Indonésie, Italie, Japon, Kosovo, Lettonie, Luxembourg, Pologne, Philippines, République Tchèque, Serbie, Singapour, Taïwan et Vanuatu.
	Groupe 5 : moins de 6 %	Allemagne, Australie, Brésil, Canada, Corée du Sud, Croatie, Danemark, Espagne, États-Unis, Finlande, Géorgie, Hong-Kong, Islande, Irlande, Israël, Nouvelle-Zélande, Norvège, Pays-Bas, Portugal, Royaume-Uni, Slovaquie, Suisse. .

Source : Baromètre mondial de la corruption 2010, Transparency International. Les pourcentages sont pondérés. Les nombres sont calculés sur la base des personnes sondées qui ont été en contact avec un des services répertoriés et ont payé un pot-de-vin à n'importe lequel de ces prestataires. Les groupes ont été définis en utilisant une analyse par regroupement. Les résultats pour la Malaisie ont été calculés pour 8 services au lieu de 9 parce que la question sur l'administration fiscale n'était pas incluse dans l'étude. Le Maroc n'est pas compris dans le tableau, en raison du taux de contact faible avec la plupart des services et l'Afrique du Sud en est également exclue, en raison de doutes sur la validité des données pour cette question. Le Bangladesh n'est également pas représenté dans ce tableau en raison de difficultés vis-à-vis du codage de cette question.

Comme par le passé, le Baromètre 2010 montre que les personnes jeunes sont plus susceptibles de payer des pots-de-vin que les personnes plus âgées. 35 % des personnes ayant rapporté avoir payé un pot-de-vin l'année dernière ont moins de 30 ans tandis que 21 % des personnes ayant rapporté le même type d'incident sont âgées de plus de 65 ans (tableau 2). Le Baromètre 2010 n'a pas trouvé de différence notable entre les sexes en ce qui concerne la petite corruption, ce qui représente un changement par rapport aux éditions précédentes, où les femmes étaient moins susceptibles de rendre public le paiement de bakchich (Annexe D).

⁹ Les groupes ont été choisis par le biais d'une analyse par regroupement.

¹⁰ Ces services comprenaient : douanes, enseignement, justice, services fonciers, services médicaux, police, services d'état civil et de permis, administration fiscale et services d'utilité publique.

Tableau 2 Pourcentage de personnes rapportant avoir payé un bakchich à différents prestataires de services¹¹ au cours des douze derniers mois, par tranche d'âge.

% de personnes interrogées qui ont payé un bakchich

Tranche d'âge	Pourcentage
total	27%
Moins de 30 ans	37%
30 - 50	24%
51 - 65	20%
65 +	22%

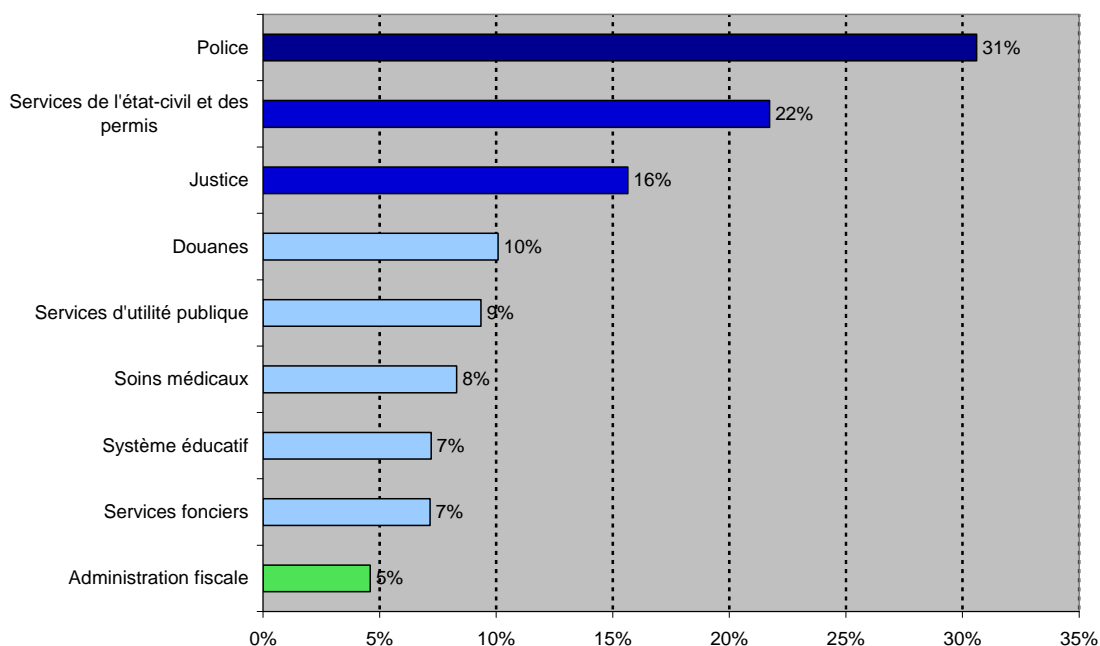
Source : Baromètre mondial de la corruption 2010, Transparency International. Les pourcentages sont pondérés.

2.1. Petite corruption : la police en haut de la liste

La police est l'institution la plus souvent citée comme recevant des pots-de-vin. Comme le montre le schéma 4, trois personnes sur dix ayant eu un contact avec la police à travers le monde rapportent avoir dû payer un pot-de-vin. La justice et les services d'état civil et des permis sont les suivants sur la liste. En bas de celle-ci se trouve l'administration fiscale puisque moins de 5 % des personnes ayant eu affaire à elle ont rapporté un cas de petite corruption.

Schéma 4 Pourcentage de personnes rapportant avoir payé un bakchich au cours des douze derniers mois, par service

¹¹ Ces services comprenaient : douanes, enseignement, justice, services fonciers, services médicaux, police, services d'état civil et des permis, administration fiscale et services d'utilité publique.



% de personnes interrogées qui ont indiqué avoir payé un *bakchich* au cours des 12 derniers mois

Source : Baromètre mondial de la corruption 2010, Transparency International. Les pourcentages sont pondérés et calculés sur la base des personnes sondées qui ont été en contact avec les services répertoriés. La couleur des institutions représente les groupes identifiés par analyse de regroupement et indique l'existence d'une différence statistique entre les différents niveaux de corruption par service.

Des différences régionales émergent. Le Baromètre 2010 montre que les personnes interrogées en Asie-Pacifique et en Amérique Latine rapportent avoir payé plus de pots-de-vin lors de contacts avec la justice. Les habitants de l'Afrique subsaharienne rapportent le plus haut niveau de *bakchich* pour les services de l'état-civil et des permis, quasiment à égalité avec la police. Le public des pays de l'UE+ indique que les douanes constituent le service demandant le plus de dessous-de-table, tandis qu'en Amérique du Nord ce sont les services fonciers, bien que dans ces deux régions les taux de petite corruption rapportés restent généralement bas (tableau 3).

Tableau 3 Pourcentage de personnes rapportant avoir payé un pot-de-vin au cours des douze derniers mois, par service/institution et région

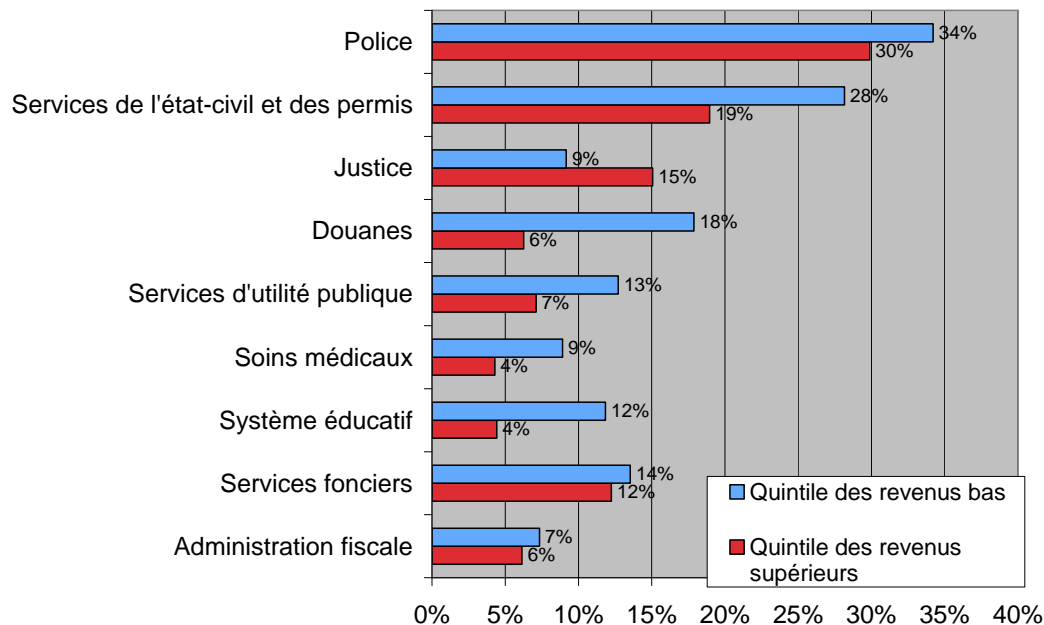
Prestataires de services	Asie Pacifique	UE+	Moyen-Orient et Afrique du Nord	Afrique subsaharienne	Amérique Latine	Amérique du Nord	Pays de l'ex-URSS +	Balkans occidentaux + Turquie	Total
Police	18%	4%	37%	44%	19%	4%	38%	15%	31%
Services de l'état-civil et des permis	15%	3%	30%	41%	12%	5%	20%	9%	22%
Justice	27%	3%	30%	20%	23%	6%	26%	14%	16%
Douanes	8%	7%	23%	13%	17%	5%	27%	14%	10%
Services d'utilité publique	13%	2%	23%	15%	9%	3%	5%	5%	9%
Soins médicaux	10%	2%	21%	13%	11%	3%	28%	15%	8%
Système éducatif	10%	3%	23%	8%	9%	4%	20%	10%	7%
Services fonciers	18%	4%	29%	4%	11%	8%	25%	12%	7%
Administration fiscale	10%	2%	15%	4%	8%	3%	10%	7%	5%

Source : Baromètre mondial de la corruption 2010, Transparency International. Les pourcentages sont pondérés et calculés sur la base des personnes sondées qui ont été en contact avec les services répertoriés.

2.2. Caractère régressif de la petite corruption

Le Baromètre 2010 montre à nouveau que les populations les plus pauvres à travers le monde sont les plus fréquemment pénalisées par la corruption. Dans huit des neuf services, les utilisateurs dont le revenu correspond au quintile des bas revenus paient plus fréquemment des pots-de-vin que ceux indiquant des revenus plus élevés. Les plus grandes disparités existent dans les interactions avec les douanes et les services de l'état civil et des permis, au sujet desquels les personnes sondées avec de bas revenus rapportent des cas de corruption bien plus nombreux (schéma 5).

Schéma 5 Pourcentage de personnes rapportant avoir payé un pot-de-vin au cours des douze derniers mois, par tranche de revenu et par service



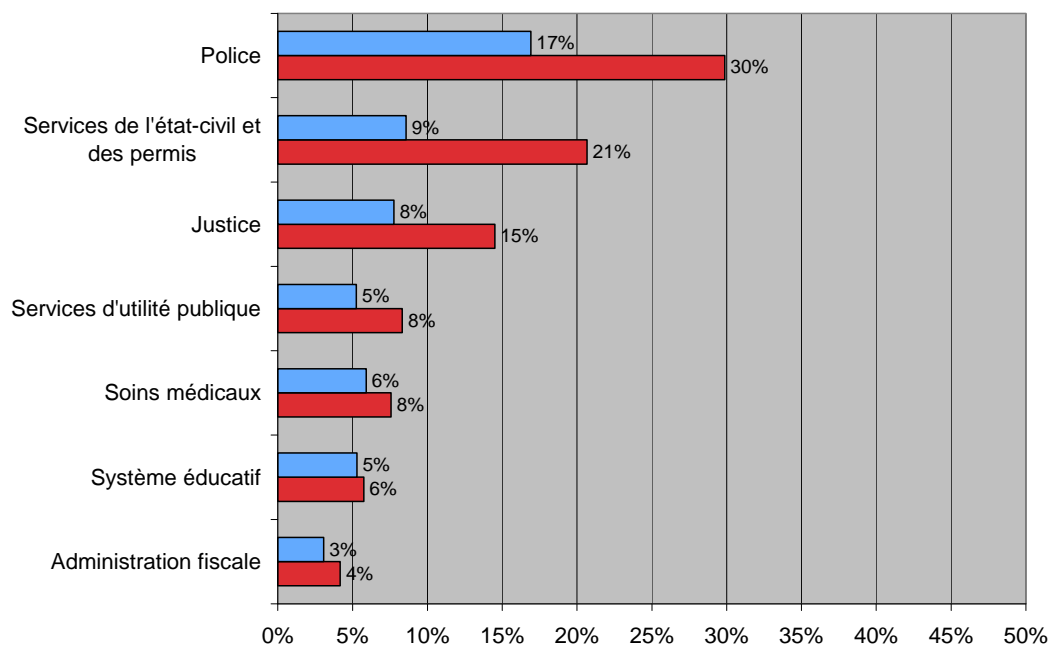
% de personnes sondées rapportant avoir payé un *bakchich* au cours des 12 derniers mois

Source : Baromètre mondial de la corruption 2010, Transparency International. Les pourcentages sont pondérés et calculés sur la base des personnes sondées qui ont été en contact avec les services répertoriés.

2.3. Pas de diminution des niveaux de petite corruption au cours des cinq dernières années

Le Baromètre 2010 nous permet d'étudier comment les expériences de petite corruption ont changé avec le temps. Les résultats sont décourageants : globalement, les utilisateurs de sept services de base rapportent avoir payé des niveaux de pots-de-vin comparables à ceux d'il y a cinq ans. Cependant, lorsque l'on examine ces résultats au niveau des institutions/services, des résultats encore plus préoccupants émergent : il est rapporté un nombre significativement supérieur de *bakchichs* payés à la justice, la police et aux services de l'état-civil et des permis qu'auparavant (schéma 6).

Schéma 6 Pourcentage de personnes rapportant avoir payé un bakchich, comparaison au fil du temps, par service

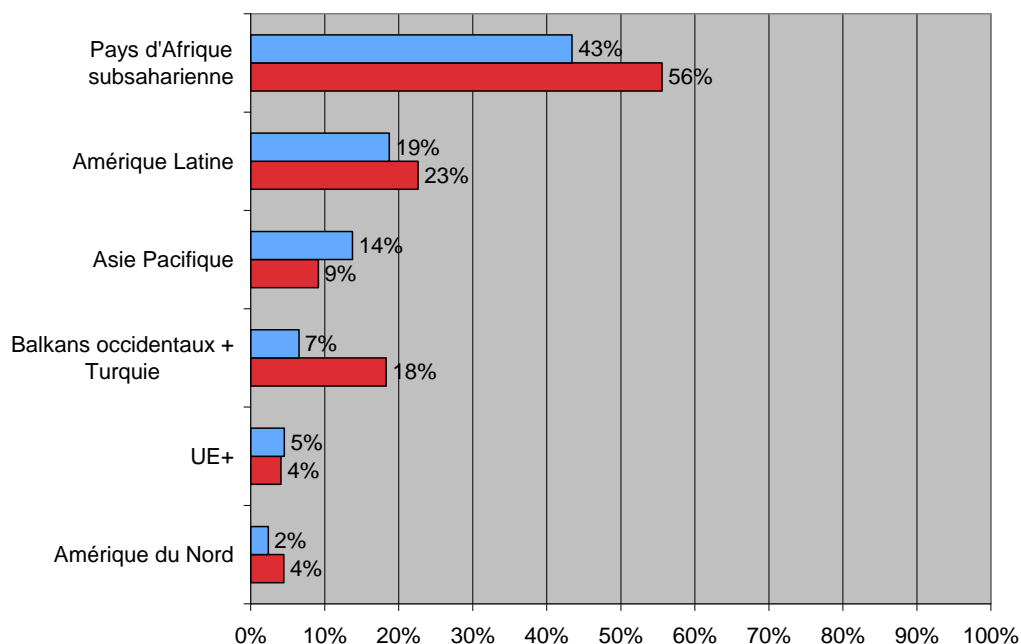


% de personnes sondées rapportant avoir payé un *bakchich* au cours des 12 derniers mois

Source : Transparency International Baromètre mondial de la corruption 2006 et 2010. Les pourcentages sont pondérés et calculés sur la base des personnes sondées qui ont été en contact avec les services répertoriés. Seuls les pays figurant dans les deux éditions sont utilisés pour la comparaison.

Des variations régionales existent également quant à l'importance de la petite corruption. Dans les Balkans occidentaux, la Turquie et les pays de l'Afrique subsaharienne, les personnes sondées indiquent que la corruption a augmenté. En moyenne, cependant, la corruption rapportée a diminué en Asie-Pacifique (schéma 7).

Schéma 7 Pourcentage de personnes rapportant avoir payé un pot-de-vin, comparaison par année et par région



% de personnes sondées rapportant avoir payé un *bakchich* à l'un des 9 prestataires de services

Source : Transparency International Baromètre mondial de la corruption 2006 et 2010. Les pourcentages sont pondérés et calculés sur la base des personnes sondées qui ont été en contact avec les services répertoriés. Seuls les pays figurant dans les deux éditions sont utilisés pour la comparaison. Le Moyen-Orient, l'Afrique du Nord et les pays de l'ex-URSS+ n'y sont pas inclus car trop peu de pays de ces régions avaient été couverts par le Baromètre 2006.

2.4. Pourquoi payer des pots-de-vin? Pour éviter les problèmes avec les autorités, selon la majorité des sondés

Pour comprendre plus en profondeur les expériences vis-à-vis de la corruption, le Baromètre 2010 étudie pourquoi les bakchichs sont payés. Plus particulièrement, il demande aux sondés d'indiquer la raison pour laquelle ils ont payé le dernier bakchich en date, en se basant sur une liste qui leur a été fournie. Près de la moitié des personnes interrogées mentionnent avoir payé un bakchich pour « éviter les problèmes avec les autorités ». Près d'un quart des sondés ont cité « pour accélérer les choses » comme raison du paiement, suivi de « pour bénéficier d'un service auxquels ils avaient droit » (tableau 4).

Ces résultats globaux masquent les différences régionales. En Asie-Pacifique, la raison la plus souvent citée est de bénéficier d'un service auquel le sondé avait droit, tandis qu'en Afrique subsaharienne, c'est d'éviter des problèmes avec les autorités. Dans les pays de l'ex-URSS+ et en Amérique Latine, la raison la plus souvent mentionnée est d'accélérer les choses.

Tableau 4 Pourcentage de personnes par région mentionnant que le dernier bakchich payé était pour ...

Le dernier <i>bakchich</i> payé a servi à	Pourcentage							
	Asie Pacifique	UE+	Amérique Latine	Moyen-Orient et Afrique du Nord	Pays de l'ex-URSS +	Amérique du Nord	Afrique subsaharienne	Balkans occidentaux + Turquie
Eviter des problèmes avec les autorités	12%	6%	10%	9%	12%	16%	67%	6%
Accélérer les choses	28%	15%	44%	48%	28%	9%	20%	21%
Recevoir un service auquel j'avais droit	35%	8%	34%	14%	21%	6%	11%	15%
Ne sait pas	20%	59%	8%	20%	33%	59%	1%	53%
Je ne m'en souviens plus	5%	12%	5%	10%	6%	10%	0%	5%

Source : Baromètre mondial de la corruption 2010, Transparency International. Les pourcentages sont pondérés.

3. Les perceptions et les expériences du public en ce qui concerne la corruption correspondent aux évaluations des experts.

Le Baromètre 2010 nous permet d'étudier la correspondance entre les opinions du public et des experts en matière de corruption. L'Indice de perception de la corruption (IPC) de Transparency International mesure le degré de corruption, tel qu'il est perçu par les personnes interrogées, du secteur public dans de nombreux pays du monde¹². Son édition la plus récente, l'IPC 2010, évalue 178 pays à travers le monde sur une échelle allant de 10 (extrêmement intègre) à 0 (extrêmement corrompu). Contrairement au Baromètre mondial de la corruption, qui reflète l'opinion publique, l'IPC reflète les avis d'experts et d'hommes d'affaires.

Comme le montre le schéma 8, les perceptions du public¹³ traduites dans le Baromètre 2010 et les perceptions des experts dans l'IPC de 2010 sont concordantes¹⁴. Cela signifie qu'en moyenne, dans les pays où les hommes d'affaires, les analystes et les experts estiment que la corruption est très répandue, le public perçoit la corruption comme l'étant également.

Il y a des pays et des territoires où les deux perspectives diffèrent. En Australie, au Canada, au Chili, à Hong Kong, en Irlande, au Japon, en Nouvelle-Zélande, au Royaume-Uni et aux États-Unis, les experts et les analystes des pays ont une image plus positive que le large public, qui considère les niveaux de corruption de leurs pays respectifs comme étant plus élevés.

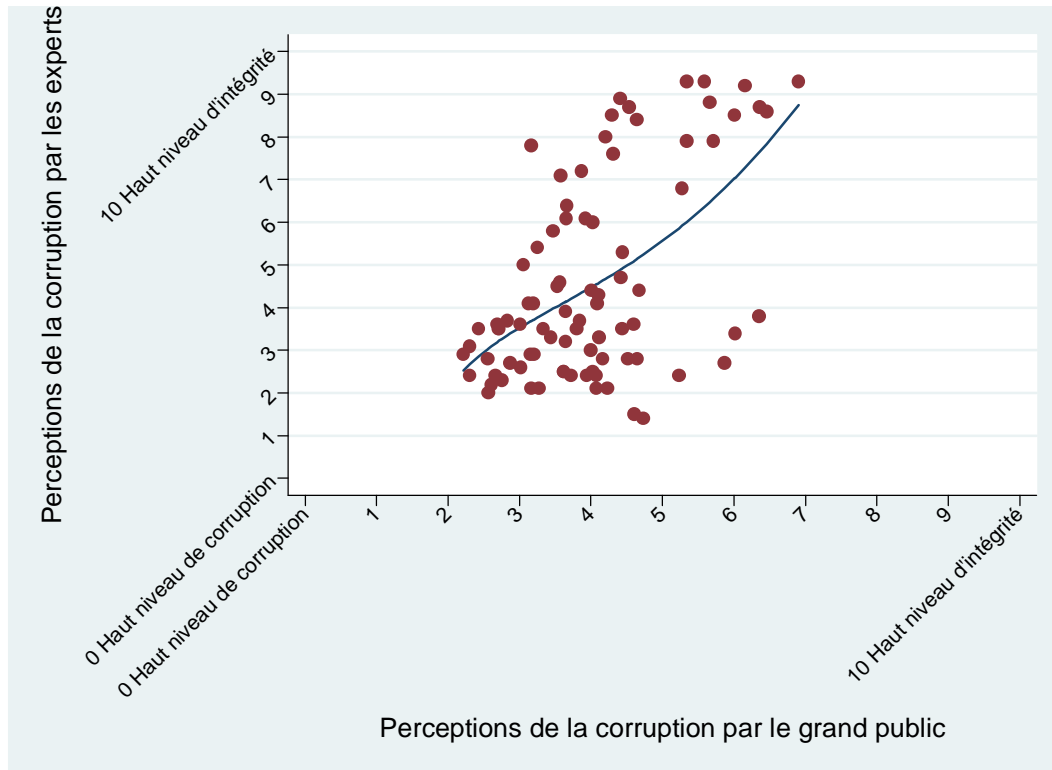
En revanche, en Afghanistan, en Azerbaïdjan, en Géorgie, en Irak, au Maroc et au Vietnam, le public ne perçoit pas la corruption comme étant aussi répandue que les experts.

¹² Pour des informations plus détaillées concernant l'Indice de perception de la corruption, veuillez consulter http://www.transparency.org/policy_research/surveys_indices/cpi/2010

¹³ Pour comprendre comment les deux perceptions concordent, nous avons créé un score moyen pour les perceptions publiques de la corruption dans les cinq institutions publiques couvertes au sein du Baromètre par la question « dans quelle mesure pensez-vous que les secteurs/institutions suivants sont affectés par la corruption ? ». Nous avons ensuite comparé ce score aux résultats de l'IPC 2010. Comme pour l'IPC, les scores de perception pour les citoyens ordinaires vont de 0 à 10, où 10 signifie extrêmement intègre et 0 extrêmement corrompu.

¹⁴ La corrélation entre les deux indicateurs est de 0 : 54 (p<0,01).

Schéma 8 Perceptions de la corruption du grand public dans le Baromètre 2010 comparées aux perceptions de la corruption des experts dans l'Indice de perception de la corruption 2010



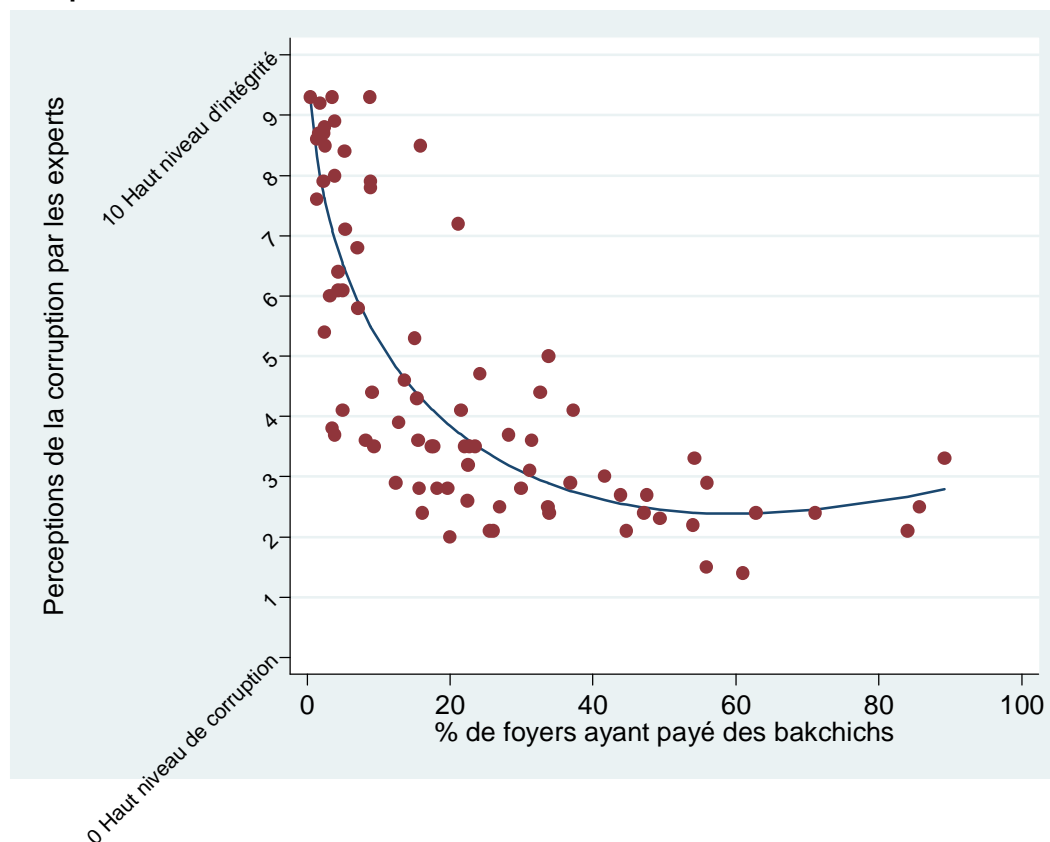
Source : Transparency International Baromètre mondial de la corruption 2010 et Indice de perception de la corruption 2010. Chaque point représente un pays.

Étant donné la nature cachée de la corruption, les perceptions sont considérées par les universitaires comme une évaluation solide des véritables niveaux de corruption. Le Baromètre nous permet d'étudier cette relation, en analysant si les expériences vis-à-vis de la petite corruption¹⁵ et les perceptions des experts présentées grâce à l'IPC concordent. Les résultats indiquent que les expériences et les perceptions sont étroitement liées¹⁶. En d'autres termes, les pays évalués par les experts comme étant affectés par la corruption du secteur public sont les mêmes que ceux où une grande partie des sondés du Baromètre rapportent avoir payé un *bakchich* au cours des douze derniers mois (schéma 9).

¹⁵ Pour comprendre la manière dont les perceptions des experts sont liées aux expériences du public, nous avons utilisé le pourcentage de foyers qui ont payé un bakchich lors des interactions avec l'un des neuf prestataires de services : douanes, enseignement, justice, services médicaux, police, services fonciers, services d'état-civil et des permis, administration fiscale et services d'utilité publique.

¹⁶ Le coefficient de corrélation entre l'IPC 2010 et le pourcentage de citoyens rapportant avoir payé un bakchich dans le Baromètre 2010 est de -0,66 (p<0,01)

Schéma 9 Expériences en ce qui concerne la corruption dans le Baromètre 2010 comparées aux perceptions de la corruption des experts dans l'Indice de perception de la corruption 2010



Source : Baromètre mondial de la corruption 2010 et Indice de perception de la corruption 2010, Transparency International. Chaque point représente un pays. Le Bangladesh, le Maroc et l'Afrique du Sud ne sont pas inclus en raison d'interrogations concernant la validité des données par rapport à la question de la corruption par service

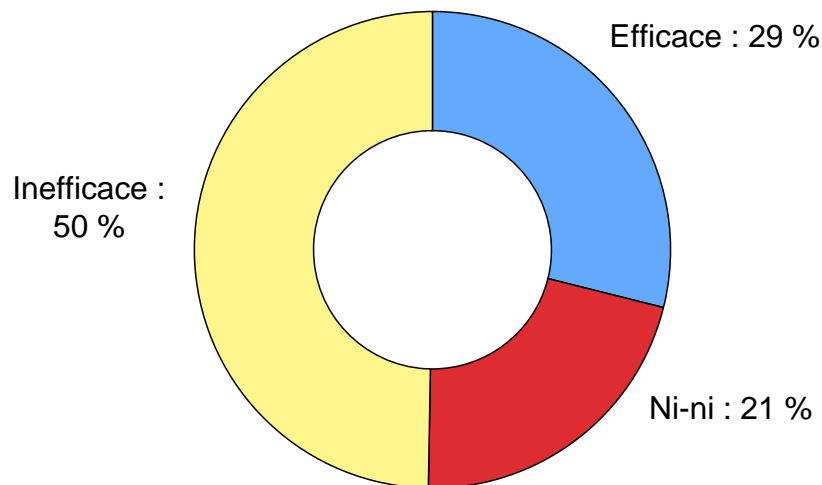
4. Les efforts des gouvernements contre la corruption ne sont pas considérés comme efficaces, mais le public est convaincu que les médias et le gouvernement sont essentiels pour mettre fin à la corruption

4.1. Les efforts des gouvernements pour lutter contre la corruption restent inefficaces

Le Baromètre 2010 a demandé aux sondés du public général comment ils évaluaient les efforts de leurs gouvernements pour combattre la corruption dans leur pays. La moitié des personnes interrogées considère que les efforts gouvernementaux de lutte contre la corruption sont inefficaces, contre trois personnes sur dix qui pensent qu'ils sont efficaces (schéma 10).

Schéma 10 Évaluation des actions du gouvernement en faveur de la lutte contre la corruption, résultats généraux

Évaluation des actions gouvernementales de lutte contre la corruption



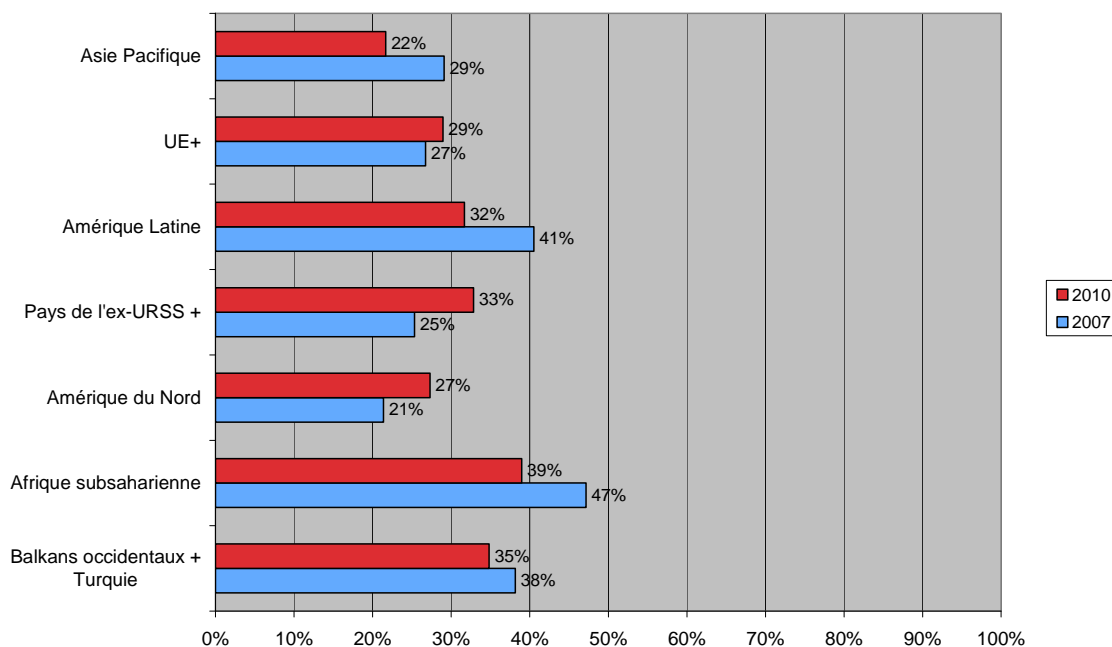
Source : Baromètre mondial de la corruption 2010, Transparency International. Les pourcentages sont pondérés.

Des différences importantes dans la manière dont les personnes évaluent les actions de leur pays existent selon les pays. Environ sept sondés sur dix en Azerbaïdjan, au Cambodge, dans les îles Fidji, en Géorgie, au Kenya, au Luxembourg et en Sierra Leone considèrent les actions de leurs gouvernements comme étant efficaces ou extrêmement efficaces. Au contraire, sept personnes interrogées sur dix en Allemagne, en Argentine, en Bosnie-Herzégovine, au Canada, en Espagne, aux Etats-Unis, en France, en Grèce, en Islande, en Lettonie, en Lituanie, au Pakistan, au Portugal, en Roumanie, au Royaume-Uni, en Slovénie, et au Venezuela jugent les actions anti-corruption de leur gouvernement comme étant inefficaces ou extrêmement inefficaces (le tableau 4 de l'annexe C contient les résultats complets).

4.2. La critique des efforts gouvernementaux reste constante au fil du temps

L'évaluation globale du public concernant les efforts de leurs gouvernements n'a pas beaucoup changé avec le temps. Il existe cependant des différences régionales qui émergent. Alors que moins de personnes en Asie-Pacifique, en Amérique Latine et en Afrique subsaharienne évaluent les efforts de leurs gouvernements comme étant efficaces en 2010 en comparaison avec 2007, la tendance inverse est observée dans les pays de l'ex-URSS+ et en Amérique du Nord, où les efforts des gouvernements sont considérés comme s'étant améliorés (schéma 11).

Schéma 11 Pourcentage de personnes qui pensent que les efforts de leurs gouvernements pour lutter contre la corruption sont efficaces, comparaison par année et par région



% de sondés rapportant que les efforts de leur gouvernement sont efficaces/extrêmement efficaces

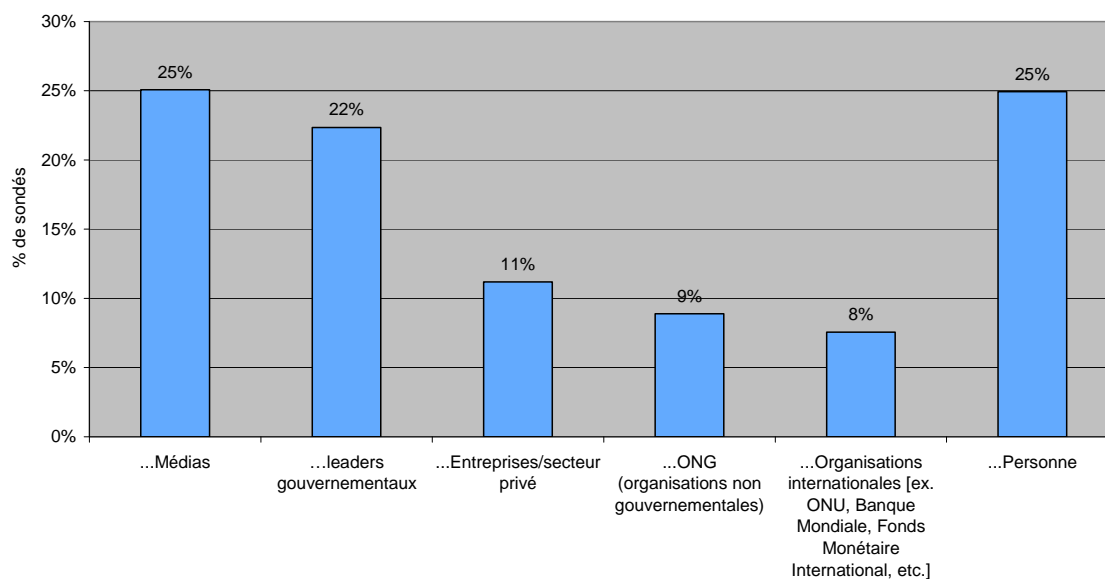
Source : Transparency International, Baromètre mondial de la corruption 2010 et 2007. Les pourcentages sont pondérés. Seuls les pays figurant dans les deux éditions sont utilisés pour la comparaison. Les données 2007 pour le Moyen-Orient et l'Afrique du Nord n'étaient pas disponibles.

Pour la première fois, le Baromètre 2010 a demandé au grand public à qui il faisait confiance pour mettre fin à la corruption dans leur pays. Les résultats indiquent que, dans la mesure où aucune institution ne remporte totalement leur confiance, l'acteur le plus fiable est constitué par les médias. Presque autant de personnes ont confiance en leur gouvernement pour combattre la corruption. Cependant, un bon quart des personnes interrogées indiquent qu'elles ne font confiance à aucune institution dans ce domaine. Près d'un sondé sur dix aurait respectivement davantage confiance dans le secteur privé, les organisations non gouvernementales¹⁷ ou dans les institutions internationales¹⁸ (schéma X12).

¹⁷ Le Baromètre ne définissait pas le terme d'organisation non-gouvernementale dans le cadre de cette enquête et les réponses à cette question reflètent certainement une interprétation large de ce terme par le public en général.

¹⁸ Comme les Nations-Unies, la Banque Mondiale, le Fonds Monétaire International, etc.

Schéma 12 Confiance : à qui les gens font-ils le plus confiance pour combattre la corruption dans leur pays ?



Source : Baromètre mondial de la corruption 2010, Transparency International. Les pourcentages sont pondérés.

Le tableau 5 présente les différences régionales dans cette évaluation. Les plus grands sceptiques (ceux qui ne font pas beaucoup confiance à leurs institutions) se situent dans les Balkans occidentaux + Turquie, l'UE+, les pays de l'ex-URSS+ et en Amérique du Nord. Une partie conséquente des sondés (quatre sur dix) en Afrique subsaharienne rapportent avoir, avant tout, confiance dans les leaders gouvernementaux.

Tableau 5 Pourcentage de sondés qui font le plus confiance aux institutions suivantes pour lutter contre la corruption, par région

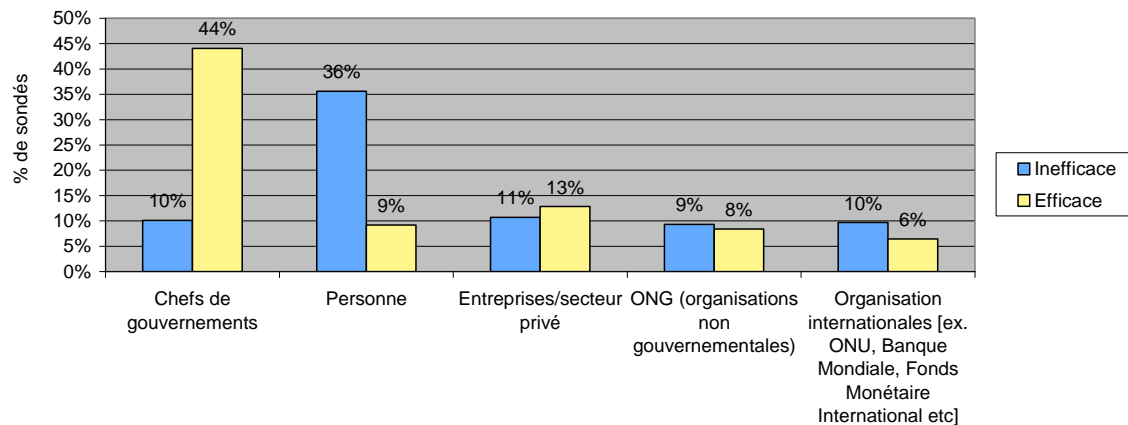
	Asie Pacifique	UE+	Amérique Latine	Moyen-Orient et Afrique du Nord	Pays de l'ex-URSS +	Amérique du Nord
Médias	34%	18%	22%	21%	10%	22%
Personne	26%	34%	30%	29%	39%	33%
leaders gouvernementaux	17%	13%	29%	28%	35%	13%
Entreprises/secteur privé	10%	9%	4%	3%	2%	8%
ONG (organisations non gouvernementales)	10%	9%	8%	12%	5%	20%
Organisation internationales [ex. ONU, Banque Mondiale, Fonds Monétaire International, etc.]	3%	18%	8%	7%	8%	5%

Source : Baromètre mondial de la corruption 2010, Transparency International.

Le schéma 13 expose les relations entre la perception des efforts gouvernementaux et la confiance publique dans les institutions. Il n'est pas surprenant de constater que ceux qui considèrent les actions de leurs gouvernements comme efficaces aient également confiance en eux. Au contraire, ceux qui pensent que leurs gouvernements ne font pas un bon travail dans le cadre de la lutte contre la corruption sont plus enclins à ne croire en personne pour mettre fin à celle-ci dans leurs pays.

Schéma 13 Confiance des personnes par rapport à l'évaluation des efforts contre la corruption de la part des gouvernements

À qui faites-vous le plus confiance pour lutter contre la corruption ... ?



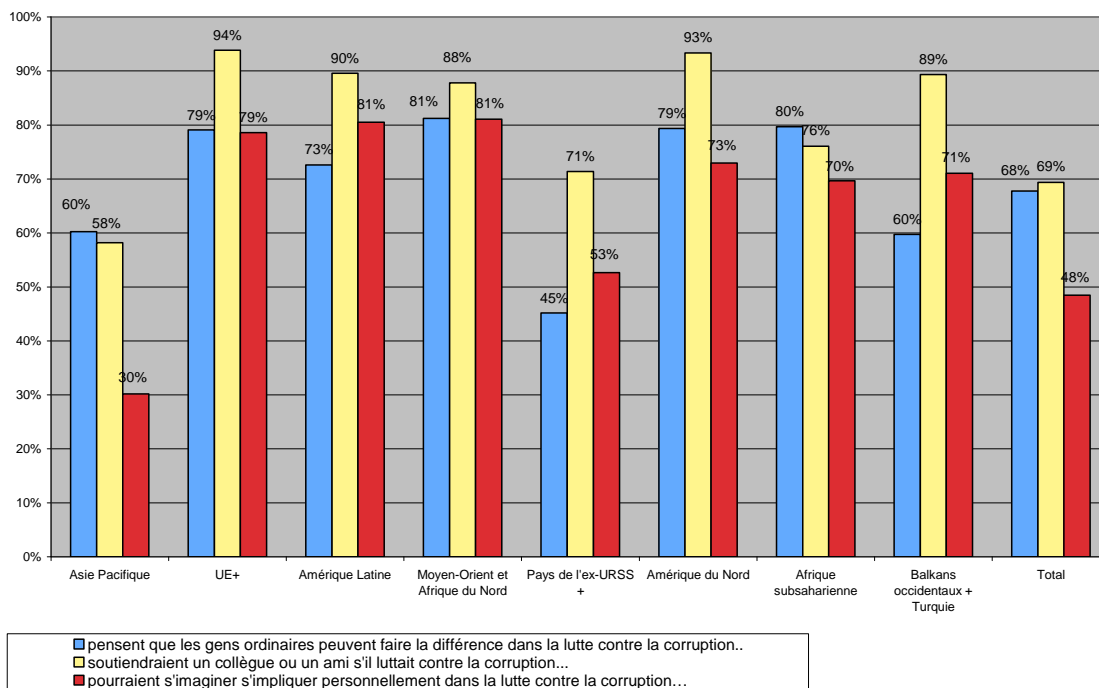
Source : Baromètre mondial de la corruption 2010, Transparency International.

5. Les personnes sont prêtes à s'engager dans la lutte contre la corruption

Le Baromètre 2010 étudie la volonté du grand public de s'engager dans la lutte contre la corruption. Près de sept sondés sur dix pensent que le grand public peut faire la différence dans la lutte contre la corruption et soutiendraient un ami qui veut s'engager dans cette cause. Lorsqu'on leur pose la question de leur propre engagement personnel, cette volonté diminue quelque peu : la moitié indique qu'ils pourraient s'imaginer s'engager personnellement dans cette cause. Un pourcentage plus élevé d'hommes que de femmes indiquent qu'ils seraient prêts à s'engager dans la lutte contre la corruption (54 % contre 45 %) (annexe D).

Il existe des différences régionales en termes de volonté de s'engager personnellement. Cette volonté est la plus faible en Asie-Pacifique (31 %). Les pays de l'ex-URSS+ enregistrent également des scores plutôt faibles à cet égard (53 %) (schéma 14).

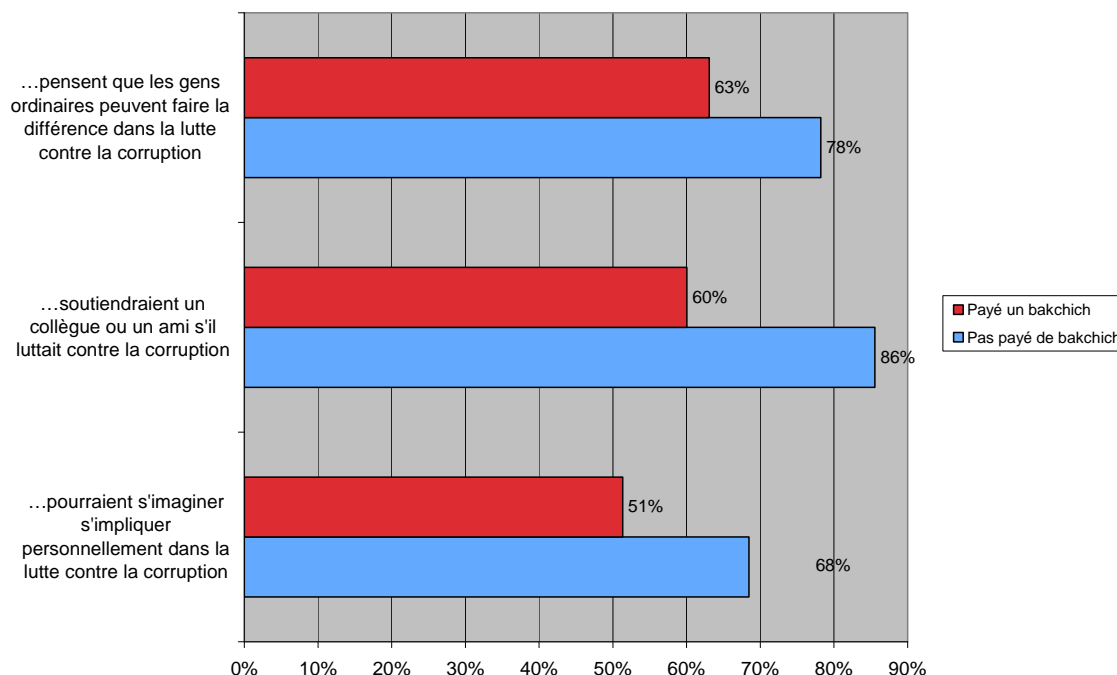
Schéma 14 Engagement personnel dans la lutte contre la corruption, par région



Source : Baromètre mondial de la corruption 2010, Transparency International. Les pourcentages sont pondérés.

Les expériences vécues vis-à-vis de la corruption ont une influence négative sur l'idée qu'ont les gens quant à leur possibilité de faire la différence. Alors que près de huit personnes sur dix n'ayant pas vécu de cas de corruption pensent que le public peut faire la différence dans le combat contre la corruption, moins de sept sur dix de ceux qui ont rencontré ce problème pensent la même chose. Plus encore, tandis que sept personnes sur dix parmi celles qui n'ont pas payé de pot-de-vin s'imaginent s'impliquer personnellement dans la lutte contre la corruption, un peu plus seulement de cinq sur dix parmi celles qui en ont payé mentionnent cette même volonté (schéma 15).

Schéma 15 Implication des personnes dans la lutte contre la corruption et expériences vis-à-vis de la corruption



Source : Baromètre mondial de la corruption 2010, Transparency International. Les pourcentages sont pondérés.

Le Baromètre 2010 demande aux sondés s'ils dénonceraient ou non un cas de corruption. Sept sur dix disent qu'ils le feraient, ce qui indique une volonté générale de contribuer à mettre fin à la corruption. Plusieurs différences émergent lorsque l'on étudie ce résultat au niveau régional. Sur les continents américains et l'UE+, la très grande majorité (neuf personnes interrogées sur dix) dénonceraient un cas de corruption alors que dans les pays de l'ex-URSS+, environ la moitié seulement des sondés le feraient (tableau 6).

Tableau 6 : Pourcentage de sondés qui affirment être prêts/tout à fait prêts à dénoncer un cas de corruption

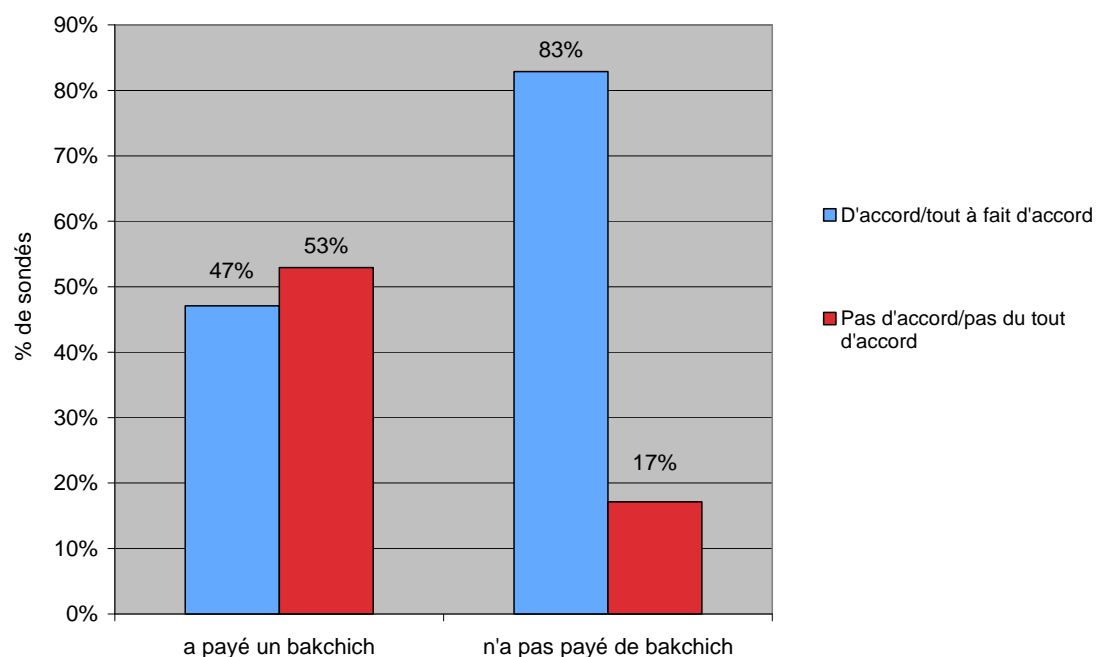
	Pourcentage
Total	70%
Amérique du Nord	91%
Amérique Latine	90%
UE+	88%
Balkans occidentaux + Turquie	79%
Moyen-Orient et Afrique du Nord	73%
Asie Pacifique	66%
Afrique subsaharienne	61%
Pays de l'ex-URSS +	52%

Source : Baromètre mondial de la corruption 2010, Transparency International.

Les pourcentages sont pondérés.

Ceux qui rapportent avoir payé un pot-de-vin au cours de l'année passée sont moins susceptibles d'être prêts à dénoncer un cas de corruption. Cela suggère que le paiement de bakchich est lié à une motivation moindre de s'engager de la part des individus, ainsi qu'à une confiance plus faible dans les procédures institutionnelles mises en place pour traiter de la corruption (schéma 16).

Schéma 16 Attitudes vis-à-vis de la dénonciation d'un cas de corruption et expériences relative à la corruption



Source : Baromètre mondial de la corruption 2010, Transparency International. Les pourcentages sont pondérés et calculés sur la base des personnes sondées ayant été en contact avec l'un des neuf prestataires de services suivants : douanes, enseignement, justice, services médicaux, police, services fonciers, services d'état-civil et des permis, services d'utilité publique et administration fiscale.

Conclusions

Le Baromètre mondial de la corruption est un outil unique qui fournit une fenêtre utile sur les opinions et expériences des personnes en matière de corruption à travers le monde. En étudiant la corruption auprès du grand public, il crée une meilleure base de connaissances sur la manière dont la corruption imprègne la société et la mesure dans laquelle il existe un soutien au sein de la société pour des efforts renforcés contre la corruption. Le Baromètre fournit un aperçu des secteurs considérés par le public comme étant les plus affectés par la corruption, ainsi qu'une évaluation ascendante de la manière dont les dirigeants du monde se comportent dans le cadre de la lutte contre la corruption.

La plupart des personnes interrogées afin de réaliser le Baromètre 2010 ont perçu une augmentation des niveaux de corruption dans leur pays au cours des trois dernières années. Cela envoie un message clair aux dirigeants à travers le monde : le public est convaincu que la

corruption continue à empoisonner les sociétés, partout. La quête envers des mécanismes de transparence et d'intégrité doit être intensifiée.

Les perceptions s'accordent aux expériences personnelles : le Baromètre 2010 indique que les niveaux de petite corruption à travers le monde (à peu près une personne sur quatre a payé un pot-de-vin au cours de l'année passée) ne se sont pas améliorés par rapport à ceux de 2006.

Il faut en faire beaucoup plus pour garantir que l'accès aux services élémentaires, de la santé aux services d'utilité publique et à l'enseignement, ne soient pas mis en danger par la corruption. Les institutions elles-mêmes, qui sont censées empêcher la corruption et exécuter les lois telles que la police et la justice, doivent fonctionner correctement pour tout un chacun dans la société, libérées de cette part de corruption qu'elles ont encore dans de nombreux coins de la planète.

Dans la plupart des pays, le grand public continue de voir les partis politiques comme l'institution la plus affectée par la corruption. Ces perceptions ne reflètent pas seulement une constante image négative des partis politiques que le public a indiqué d'année en année dans le Baromètre, mais pose également le risque de saper le rôle élémentaire des partis politiques dans le processus démocratique.

Tandis que les efforts des gouvernements pour combattre la corruption sont jugés inefficaces par la moitié du public dans le monde, près d'un sondé sur quatre fait toujours confiance avant tout à son gouvernement pour lutter contre la corruption. Cette apparente contradiction peut refléter différentes choses. Les personnes peuvent ressentir un sentiment d'implication, d'optimisme ou même de solidarité en ce qui concerne les objectifs essentiels des gouvernements : agir avec responsabilité, intégrité et transparence, par et pour le peuple. Ils peuvent alternativement penser que l'équilibre des pouvoirs dans les gouvernements, tout d'abord grâce aux médias, autre institution dans laquelle une personne sur quatre placerait sa confiance, les rends adéquats à fournir la direction dans la quête pour mettre fin à la corruption.

Davantage encore doit être fait au niveau mondial pour garantir que la population ne soit pas mise en danger et appauvrie par la corruption. La confiance constante dans les gouvernements pour traiter le problème de la corruption, malgré des résultats variés jusqu'à présent, délivre également un message clair pour les dirigeants : agir maintenant pour être à la hauteur des attentes des populations. Si cela n'est pas fait, les risques sont grands. La perte du soutien public minera l'effort constant qui est nécessaire pour empêcher et pour punir la corruption à travers le monde.

La bonne nouvelle à tirer du Baromètre 2010, c'est que le public est plus que prêt à s'engager dans la lutte contre la corruption et, de manière essentielle, croit qu'il peut faire la différence. Cette énergie et cet engagement doivent être exploités et alimentés car ils peuvent améliorer la gouvernance d'une manière qui profite à la fois aux personnes et à la société dans son ensemble. Cette implication du public, à la fois réelle et potentielle, met une emphase renouvelée sur la responsabilité, à la fois de la part du gouvernement et de celle des populations, pour créer un type de système qui rejette la corruption.

Au vu des conclusions du Baromètre 2010, le choix de tous ceux qui veulent mettre fin à la corruption est clair : impliquer les gens, leur donner le pouvoir et opter pour des solutions qui fonctionnent pour les gens partout, en se basant sur les cadres institutionnels qui peuvent et doivent soutenir cette cause vitale. Enfin, la lutte contre la corruption sous toutes ses formes sera renforcée par des solutions qui créent un large soutien public.

Annexe A : à propos de l'enquête

Le Baromètre mondial de la corruption est une enquête d'opinion publique qui évalue les perceptions et les expériences du grand public en matière de corruption. En 2010, le Baromètre mondial de la corruption a couvert 86 pays et territoires. Dans 84 des pays évalués, l'enquête a été menée au nom de Transparency International par Gallup International. Au Bangladesh, l'enquête a été réalisée par Transparency International Bangladesh et en Mongolie, par l'Autorité indépendante mongole contre la corruption (l'IAAC). Au total, le Baromètre mondial de la corruption 2010 a interrogé 91 781 individus.

Calendrier du travail sur le terrain

Le travail de terrain pour l'enquête a été réalisé entre le 1^{er} juin et le 30 septembre 2010.

Variables démographiques

Les variables démographiques prises en compte dans le questionnaire sont : l'âge, le niveau d'éducation, le revenu du foyer, le statut professionnel et la religion. À des fins de comparaison, ces variables ont été recodées à partir de leur forme originelle.

Échantillonnage

Dans chaque pays, l'échantillonnage est probabiliste et a été conçu pour représenter la population adulte générale. La couverture générale de l'échantillon est la suivante : 83 % nationale et 17 % urbaine. Les entretiens ont été réalisés soit en face-à-face, en utilisant des questionnaires auto-administrés, soit par téléphone, par téléphonie assistée par ordinateur ou par internet (surtout dans les pays développés), auprès de personnes des deux sexes âgées de 16 ans et plus.

Pondération

Les données ont été pondérées en deux étapes, afin d'obtenir des échantillons représentatifs par pays et à l'échelle mondiale. Les données ont été une première fois pondérées pour générer des données représentatives de la population générale pour chaque pays. Une seconde pondération, selon l'ampleur de la population interrogée, a été ensuite appliquée pour obtenir des totaux mondiaux et régionaux.

Saisie des données et vérification de la cohérence

Le questionnaire final, qui a été revu et approuvé par Transparency International, comportait des colonnes, des codes et des indications de réponse unique ou multiple. Les agences d'études locales ont suivi ce format lors de la saisie des données et envoyé un fichier de données ASCII à l'Association's Coordination Center de Gallup International, en suivant ces spécifications.

Les données ont été traitées centralement en analysant différents aspects : vérifier si les codes entrés étaient valides, si les filtres étaient respectés et les bases cohérentes.

En cas d'incohérence, celle-ci était signalée à l'agence locale pour qu'elle puisse évaluer le problème et renvoyer les données revues et corrigées.

Les données pour tous les pays ont finalement été consolidées et pondérées comme indiqué ci-dessus. Toutes les analyses et validations de données ont été effectuées grâce au logiciel SPSS. Grâce à la vérification de la cohérence des données, des problèmes ont été repérés et ont permis d'éviter l'utilisation de données provenant de certains pays en ce qui concerne certaines parties de l'analyse globale du rapport.

- Questions omises: Questions 3A7 et 3B7 en Malaisie.
- Problèmes d'encodage des réponses: Questions 3A, 3B et 5 au Bangladesh. Pour cette raison, ce pays n'est ni inclus dans les analyses présentées dans les sections 2 et 5, ni dans la table 3 de l'appendice C.
- Un taux de contact plus bas que d'habitude au Maroc (question 3A) ainsi que des incohérences dans les données de la question 3B en Afrique du Sud a conduit à l'exclusion de ces pays du tableau 1 ainsi que du tableau 3 de l'annexe D.

Marge d'erreur par pays

Entre +/- 2,18 % et 4,40 %.

Les agences de sondage locales suivantes ont participé au Baromètre mondial de la corruption :

	Pays	Société	Echantillon	Méthodologie	Couverture	Population représentée par l'échantillon	Dates du travail de terrain
1	Afghanistan	BSSS	1000	Face à face	Nationale	12100682	4 août - 25 août
2	Afrique du Sud	Topline Research Solutions	1000	Face à face	Urbaine	33820001	17 juin - 14 juillet
3	Allemagne	Produkt und Markt	1000	Téléphone	Nationale	68713895	10 juin - 22 juillet
4	Argentine	Alaph Zero	1000	Téléphone	Nationale	30988780	28 juin - 15 juillet
5	Arménie	Romir Holding	1000	Téléphone	Nationale	2363408	10 juin - 20 juin
6	Australie	Colmar Brunton	1000	En ligne	Nationale	17020122	28 juin - 11 juillet
7	Autriche	Autriche Gallup	1000	Face à face	Nationale	7100000	24 juin - 15 juillet
8	Azerbaïdjan	SIAR	1000	Face à face	Nationale	5638439	23 juin - 14 juillet
9	Bangladesh	Transparency International Bangladesh	1000	Face à face	Nationale	3702969	9 juin - 20 juillet
10	Bielorussie	Romir Holding	1000	Face à face	Nationale	7480000	21 juin - 7 juillet
11	Bolivie	Encuestas y Estudios	1000	Face à face	Urbaine	2249381	20 juin - 10 juillet
12	Bosnie-Herzégovine	BSSS	1000	Face à face	Nationale	2900000	25 juin - 5 juillet
13	Bresil	Ibope Inteligencia	1000	Face à face	Nationale	140508167	16 juin - 19 juin
14	Bulgarie	BSSS	1000	Face à face	Nationale	6500000	1 juillet - 8 juillet
15	Cambodge	IndoChina Research	1000	Face à face	Urbaine	8237200	21 juillet - 26 juillet
16	Cameroun	RMS-Africa	1000	Face à face	Nationale	10834453	15 juin - 30 juin
17	Canada	Leger Marketing	1000	En ligne	Nationale	24719625	22 juin - 29 juin
18	Chili	Ibope Inteligencia	1000	Téléphone	Urbaine	7365194	21 juin - 13 juillet
19	Chine	CRG	1000	Face à face	Urbaine	18451100	9 juin - 10 juillet
20	Colombie	Sigma Dos Colombia	1000	Téléphone	Nationale	32953981	22 juin - 9 juillet
21	Corée du Sud	Gallup Korea	1000	Face à face	Nationale	4853273	11 juin - 28 juin
22	Croatie	Puls	1000	Face à face	Nationale	3663521	1 juillet - 15 juillet
23	Danemark	Capacent	1000	En ligne	Nationale	4516727	24 juin - 12 juillet
24	Espagne	Instituto DYM	1000	En ligne	Nationale	32337483	28 juin - 12 juillet
25	Finlande	Capacent	1000	En ligne	Nationale	4383605	24 juin - 12 juillet
26	France	BVA	1000	Téléphone	Nationale	46846977	1 juillet - 26 juillet
27	Georgie	GORBI	1000	Face à face	Nationale	1166510	15 juin - 24 juillet
28	Ghana	RMS-Africa	1000	Face à face	Nationale	2170135	1 juillet - 10 juillet
29	Grèce	Focus Bari	1000	Téléphone	Urbaine	8253885	17 juin - 6 juillet
30	Hong Kong	CRG	1000	En ligne	Nationale	7018637	9 juin - 10 juillet
31	Hongrie	Autriche Gallup (Pysma Hongrie)	1000	Téléphone	Nationale	8137220	28 juin - 9 juillet
32	Iles Fidji	Tebbutt Research	1000	Téléphone	Nationale	523624	21 juin - 14 juillet
33	Iles Salomon	Tebbutt Research	500	Téléphone	Nationale	372908	28 juin - 14 juillet
34	Inde	MaRS	1000	Téléphone	Urbaine	65000000	1 juillet - 6 juillet
35	Indonésie	CRG	1000	En ligne	Nationale	237512355	9 juin - 10 juillet
36	Irak	IIACSS	1000	Face à face	Urbaine	18256481	17 juin - 10 juillet
37	Irlande	ICM Research	1000	En ligne	Nationale	2790864	1 juillet - 19 juillet
38	Islande	Capacent	1000	En ligne	Nationale	230000	18 juin - 26 juillet
39	Israël	ICM Research	1000	En ligne	Nationale	4296834	1 juillet - 19 juillet
40	Italie	Doxa S.P.A.	1000	Face à face	Nationale	51200000	16 juin - 30 juin
41	Japon	NRC	1000	Face à face	Nationale	103363009	30 juin - 12 juillet
42	Kenya	Synovate Kenya	1000	Téléphone	Nationale	21550832	1 juillet - 10 juillet
43	Kosovo	BSSS	1000	Face à face	Nationale	1463000	21 juillet - 30 juillet
44	Lettonie	Romir Holding	1000	Face à face	Nationale	1772800	12 juin - 22 juin
45	Liban	Reach	1000	Face à face	Nationale	3157674	19 juillet - 31 juillet
46	Liberia	RMS-Africa	750	Face à face	Urbaine	856516	22 juin - 26 juin
47	Lituanie	Romir Holding	1000	Face à face	Nationale	2461999	2 juillet - 12 juillet
48	Luxembourg	BVA	700	Face à face	Nationale	375399	1 juillet - 5 août
49	Macédoine	Brima	1000	Téléphone	Nationale	1333435	15 juin - 10 juillet
50	Malaisie	TNS Malaisie	1000	Face à face	Nationale	18031020	28 juin - 26 juillet
51	Maroc	BVA	1000	Face à face	Nationale	19422000	20 juillet - 30 août
52	Mexique	Ibope Inteligencia	1000	Face à face	Urbaine	13168032	16 juin - 30 juin
53	Moldavie	BSSS	1000	Face à face	Nationale	3018274	9 juillet - août 25
54	Mongolie	Independent Authority against Corruption of Mongolia, IAAC.	1000	Face à face	Nationale	1980300	7 juin - 13 juillet
55	Nouvelle-Zélande	Colmar Brunton	1000	En ligne	Nationale	3381302	3 juin - 11 juillet
56	Nigeria	RMS-Africa	1000	Face à face	Nationale	684645381	16 juin - 25 juin
57	Norvège	Capacent	1000	En ligne	Nationale	3817653	24 juin - 7 juillet
58	Ouganda	RMS-Africa	1000	Face à face	Nationale	901000	1 juillet - 10 juillet
59	Pakistan	Pakistan Gallup	1000	Face à face	Nationale	81000000	20 juin - 10 juillet
60	Palestine	Palestinian Center for Public Opinion	1000	Face à face	Nationale	1414888	18 juillet - 26 juillet
61	Papouasie Nouvelle-Guinée	Tebbutt Research	1000	Téléphone	Nationale	3741391	21 juin - 14 juillet
62	Pays-Bas	Marketresponse	1000	En ligne	Nationale	12600000	29 juin - 16 juillet
63	Pérou	Ibope Inteligencia	1000	Téléphone	Urbaine	8968696	31 août - 26 septembre
64	Philippines	M&S PHILIPPINES	1000	Face à face	Nationale	65371502	21 juin - 7 juillet
65	Pologne	Mareco	1000	Face à face	Nationale	32611804	1 juillet - 9 juillet
66	Portugal	DYM	1000	Face à face	Nationale	7799891	18 juin - 29 juin
67	République Tchèque	Mareco	1000	Face à face	Nationale	8392530	2 juillet - 12 juillet
68	Roumanie	BSSS	1000	Face à face	Nationale	17357765	26 juin - 5 juillet
69	Royaume-Uni	ICM Research	1000	En ligne	Nationale	47358000	1 juillet - 19 juillet
70	Russie	Romir Holding	1000	Face à face	Nationale	114953628	17 juin - 22 juillet
71	Sénégal	RMS-Africa	1000	Face à face	Urbaine	1962604	3 juillet - 13 juillet
72	Serbie	BSSS	1000	Face à face	Nationale	5975920	12 juillet - 19 juillet
73	Sierra Leone	RMS-Africa	750	Face à face	Urbaine	5002008	8 juillet - 11 juillet
74	Singapour	CRG	1000	En ligne	Nationale	4608168	9 juin - 10 juillet
75	Slovenie	Puls	1000	En ligne	Nationale	1587944	21 juin - 18 juillet
76	Salvador	Sigmados Guatemala	500	Face à face	Nationale	4346087	5 juillet - 15 juillet
77	Suisse	IsoPublic	1000	Face à face	Nationale	5909155	9 juin - 14 juillet
78	Taiwan	CRG	1000	En ligne	Nationale	22920947	9 juin - 10 juillet
79	Thaïlande	CRG	1000	En ligne	Nationale	66187267	14 juin - 14 juillet
80	Turquie	Barem	1000	Téléphone	Nationale	50781956	7 juillet - 14 juillet
81	Ukraine	Romir Holding	1000	Face à face	Nationale	37701466	10 juin - 22 juin
82	USA	The Research Intelligence Group (TRIG)	1000	En ligne	Nationale	245262000	16 juin - 25 juin
83	Vanuatu	Tebbutt Research	500	Téléphone	Nationale	136368	21 juin - 14 juillet
84	Venezuela	Sidma Dos Venezuela	1000	Face à face	Nationale	19907052	16 juin - 16 juillet
85	Vietnam	IndoChina Research	1000	Face à face	Urbaine	59023831	21 juillet - 26 juillet
86	Zambie	RMS-Africa	1000	Face à face	Nationale	1659503	1 juillet - 10 juillet

Annexe B : Questionnaire

Transparency International

1. Pour commencer ce questionnaire, laissez-moi vous demander votre avis général sur la corruption.
- A. Au cours des trois dernières années, comment le niveau de corruption dans votre pays a-t-il changé ?
 - 1 Il a beaucoup augmenté
 - 2 Il a un peu augmenté
 - 3 Il est resté le même
 - 4 Il a un peu diminué
 - 5 Il a beaucoup diminué
 - 9 Ne sait pas/Ne préfère pas répondre
- B. Comment évalueriez-vous les actions de votre gouvernement actuel dans la lutte contre la corruption ?
 - 1 Le gouvernement est très efficace dans la lutte contre la corruption
 - 2 Le gouvernement est assez efficace dans la lutte contre la corruption
 - 3 Le gouvernement n'est ni efficace, ni inefficace dans la lutte contre la corruption

 - 4 Le gouvernement est plutôt inefficace dans la lutte contre la corruption
 - 5 Le gouvernement est très inefficace dans la lutte contre la corruption
 - 9 Ne sait pas/préfère ne pas répondre
- C. À qui faites-vous le **plus** confiance pour combattre la corruption dans ce pays ? (réponse unique)
 - 1 les leaders gouvernementaux
 - 2 Entreprises /secteur privé
 - 3 ONG - organisations non gouvernementales
 - 4 Médias
 - 5 Organisations internationales [ex ONU, Banque Mondiale, Fond Monétaire International, etc.]
 - 6 Personne
 - 9 Ne sait pas

2. Question sur les perceptions de la corruption.

Selon vous, dans quelle mesure les catégories suivantes sont-elles affectées par la corruption dans ce pays ? Veuillez répondre en utilisant une échelle de 1 à 5 (1 signifiant pas du tout corrompu, et 5 extrêmement corrompu). Bien sûr, vous pouvez aussi utiliser les notes intermédiaires.

Secteurs	Pas du tout corrompu				Extrêmement corrompu	NSP
1. Partis politiques	1	2	3	4	5	9
2. Parlement/pouvoir législatif	1	2	3	4	5	9
3. Police	1	2	3	4	5	9
4. Entreprises/secteur privé	1	2	3	4	5	9
5. Médias	1	2	3	4	5	9
6. Administration/fonctionnaires	1	2	3	4	5	9
7. Justice	1	2	3	4	5	9
8. ONG (organisations non gouvernementales)	1	2	3	4	5	9
9. Organismes religieux	1	2	3	4	5	9
10. Armée	1	2	3	4	5	9
11. Enseignement	1	2	3	4	5	9

3.

A. Au cours des douze derniers mois, avez-vous eu, vous-même ou l'un des membres de votre foyer, un contact avec l'une des institutions/organisations suivantes ?

1=Oui

(note au sondeur si OUI poser question b, si NON passer à l'institution suivante)

2=Non

8=Ne sait pas

9=Préfère ne pas répondre

B. Au cours des 12 derniers mois, avez-vous ,ou l'un des membres de votre foyer, payé un bakchich sous n'importe quelle forme vis-à-vis de chacune des institutions/organisations suivantes ?

	QA				QB			
Secteurs	A eu un contact				A payé un bakchich			
	OUI	NO N	NS P	PN PR	OUI	NO	NS P	PN PR
Système éducatif	1	2	8	9	1	2	8	9
Justice	1	2	8	9	1	2	8	9
Services médicaux	1	2	8	9	1	2	8	9
Police	1	2	8	9	1	2	8	9
Services d'état-civil et des permis (enregistrement des naissances, mariages, permis, autorisations)	1	2	8	9	1	2	8	9
Services d'utilité publique (téléphone, électricité, eau etc.)	1	2	8	9	1	2	8	9
Administration fiscale	1	2	8	9	1	2	8	9
Services fonciers (achats, ventes, successions, locations)	1	2	8	9	1	2	8	9
Douanes	1	2	8	9	1	2	8	9

4. Si vous avez payé un bakchich au cours des douze derniers mois, laquelle des propositions suivantes correspond au DERNIER bakchich que vous ayez payé ? (**Réponse unique**).

- 1= J'ai payé pour accélérer les choses.
- 2= J'ai payé pour éviter des problèmes avec les autorités.
- 3= J'ai payé pour recevoir un service auquel j'avais droit.
- 4= Je n'ai pas payé de bakchich au cours des 12 derniers mois.
- 5=Je ne m'en souviens pas.
- 9=Ne sait pas.

5. Je vais lire des affirmations à haute voix. Pour chacune d'entre elles, veuillez me dire si vous êtes tout à fait d'accord, d'accord, pas d'accord ou pas du tout d'accord.

- 1 Pas du tout d'accord.
- 2 Pas d'accord.
- 3 D'accord.
- 4 Tout à fait d'accord.

- a.** Les gens ordinaires peuvent faire la différence dans la lutte contre la corruption.
- b.** Je soutiendrais un collègue ou un ami s'il se battait contre la corruption.
- c.** Je peux m'imaginer m'impliquer personnellement dans la lutte contre la corruption.
- d.** Je pourrais dénoncer un acte de corruption.

Démographie

rural/urbain

Rural	1
Urbain	2

Sexe :

Masculin	1
Féminin	2

Âge :

Écrire l'année de

--	--	--	--

naissance :

Code :

Moins de 30 ans	1
30 – 50 ans	2
51 – 65 ans	3
65 ans +	4

Revenu total du foyer avant imposition

Veillez demander le revenu du foyer comme vous le feriez normalement dans votre pays, puis recodez comme suit :

Bas (quintile inférieur/20 %)	1
Moyen bas (second quintile/20 %)	2
Moyen (troisième quintile/20 %)	3
Moyen haut (quatrième quintile/20 %)	4
Haut (quintile supérieur/20 %)	5
Refuse de répondre/ne sait pas/pas de réponse.	9

Éducation : plus haut niveau atteint

Pas d'éducation/éducation de base	1
Études secondaires	2
Études supérieures (ex. université)	3
NSP/pas de réponse.	9

Emploi

Laquelle des propositions suivantes décrit le mieux votre statut professionnel actuel ?
LIRE DANS L'ORDRE. CODE UN.

Travail à temps plein ou partiel (y compris indépendant)	1
Au chômage	2
Sans emploi (étudiant, femme au foyer)	3
Retraité	4
NSP/ Pas de réponse	9

Religion

Vous considérez-vous comme.....

Catholique romain	01
Orthodoxe russe ou oriental	02
Protestant	03
Autre chrétien	04
Hindouiste	05
Musulman	06
Juif	07
Bouddhiste	08
Autre	09
Aucune (NE PAS LIRE) 10 Refuse de répondre	

Annexe C : Tableaux par pays/territoires

Tableau 1 : Au cours des trois dernières années, comment le niveau de corruption dans votre pays a-t-il changé ?

Pays/Territoire	..diminué	..resté le même	..augmenté
Total	14%	30%	56%
Asie Pacifique	15%	38%	47%
Afghanistan	16%	24%	60%
Australie	5%	42%	54%
Bangladesh	36%	18%	46%
Cambodge	30%	27%	43%
Chine	25%	29%	46%
Corée du Sud	24%	44%	32%
Hong Kong	32%	35%	33%
Îles Fidji	53%	11%	36%
Îles Salomon	16%	18%	66%
Inde	10%	16%	74%
Indonésie	27%	30%	43%
Japon	14%	40%	46%
Malaisie	19%	35%	46%
Nouvelle-Zélande	4%	24%	73%
Pakistan	6%	16%	77%
Papouasie Nouvelle-Guinée	7%	8%	85%
Philippines	6%	25%	69%
Singapour	28%	33%	38%
Taïwan	23%	35%	42%
Thaïlande	39%	32%	29%
Vanuatu	13%	23%	64%
Vietnam	18%	19%	63%
UE+	3%	24%	73%
Allemagne	6%	24%	70%
Autriche	9%	45%	46%
Bulgarie	28%	42%	30%
Danemark	2%	69%	29%
Espagne	3%	24%	73%
Finlande	7%	43%	50%
France	7%	28%	66%
Grèce	5%	20%	75%
Hongrie	4%	20%	76%
Islande	15%	32%	53%
Irlande	10%	24%	66%
Italie	5%	30%	65%
Lettonie	9%	36%	55%
Lituanie	8%	29%	63%
Luxembourg	13%	43%	44%
Pays-Bas	6%	43%	51%
Norvège	6%	34%	61%
Pologne	26%	45%	29%
Portugal	3%	13%	83%
République Tchèque	14%	42%	44%
Royaume-Uni	3%	30%	67%
Roumanie	2%	11%	87%
Slovénie	5%	22%	73%
Suisse	6%	41%	53%

Source : Baromètre mondial de la corruption 2010, Transparency International. Les chiffres sont pondérés.

Tableau 1 : Au cours des trois dernières années, comment le niveau de corruption dans votre pays a-t-il changé ? (suite)

Pays/Territoire	..diminué	..resté le même	..augmenté
Total	14%	30%	56%
Amérique Latine	11%	37%	51%
Argentine	8%	30%	62%
Bolivie	20%	34%	46%
Brésil	9%	27%	64%
Chili	9%	39%	53%
Colombie	20%	24%	56%
Mexique	7%	18%	75%
Pérou	9%	12%	79%
Salvador	18%	34%	48%
Venezuela	7%	7%	86%
Moyen-Orient et Afrique du Nord	16%	27%	57%
Irak	4%	19%	77%
Israël	4%	20%	76%
Liban	6%	12%	82%
Maroc	11%	77%	13%
Palestine	59%	19%	22%
Pays de l'ex-URSS +	17%	38%	45%
Arménie	15%	35%	50%
Azerbaïdjan	28%	20%	52%
Biélorussie	24%	49%	27%
Géorgie	78%	13%	9%
Moldavie	12%	35%	53%
Mongolie	7%	20%	73%
Russie	8%	39%	53%
Ukraine	7%	63%	30%
Amérique du Nord	5%	28%	67%
Canada	4%	34%	62%
États-Unis	6%	22%	72%
Afrique subsaharienne	24%	14%	62%
Afrique du Sud	24%	14%	62%
Cameroun	15%	24%	62%
Ghana	26%	14%	60%
Kenya	48%	14%	39%
Liberia	26%	25%	49%
Nigeria	17%	10%	73%
Ouganda	21%	12%	67%
Sénégal	6%	6%	88%
Sierra Leone	53%	17%	30%
Zambie	13%	20%	67%
Balkans occidentaux + Turquie	16%	27%	57%
Bosnie -Herzégovine	10%	30%	59%
Croatie	10%	33%	57%
Kosovo	8%	19%	73%
Macédoine	25%	29%	46%
Serbie	14%	37%	49%
Turquie	26%	17%	57%

Source : Baromètre mondial de la corruption 2010, Transparency International. Les chiffres sont pondérés.

Tableau 2 : Selon vous, dans quelle mesure les institutions suivantes sont-elles affectées par la corruption dans votre pays ? (1 : pas du tout corrompu, 5 : extrêmement corrompu). Note moyenne.

Pays/Territoire	Partis politiques	Parlement/ pouvoir législatif	Police	Entreprises/ secteur privé	Médias	Administration /fonctionnaires	Justice	ONG (organisations non gouvernementales)	Organismes religieux	Armée	Système éducatif
Total	4.2	3.7	3.7	3.4	3.2	3.7	3.3	2.9	3.3	2.8	3.1
Asie Pacifique	4.2	3.8	3.7	3.6	3.4	3.9	3.1	2.9	3.8	3.2	3.5
Afghanistan	2.9	3.2	3.2	3.1	2.8	3.1	3.4	3.1	2.7	2.9	2.9
Australie	3.7	3.3	3.3	3.5	3.3	3.2	2.9	2.8	3.3	2.6	2.5
Bangladesh	3.8	3.1	4.4	2.4	2.3	4.0	3.5	2.3	1.8	1.9	2.6
Cambodge	3.1	2.9	3.7	2.7	2.6	3.5	4.0	1.9	1.8	2.6	3.0
Chine	3.4	3.4	3.4	3.6	3.3	3.4	3.0	2.9	2.8	2.7	3.0
Corée du Sud	4.0	4.0	3.7	3.4	3.4	3.6	3.6	2.7	3.0	3.3	3.5
Hong Kong	3.3	3.0	3.4	3.6	3.2	3.4	2.9	2.7	2.6	2.8	2.8
Iles Fidji	3.4	2.7	2.8	3.2	2.3	3.0	2.5	2.3	2.2	2.1	2.2
Iles Salomon	3.7	3.7	2.9	2.8	2.2	3.4	2.6	2.2	2.0	2.7	2.9
Inde	4.2	4.0	4.1	3.1	3.0	3.5	3.1	2.2	2.9	2.8	3.4
Indonésie	3.5	3.6	3.5	2.8	2.8	3.2	3.3	2.5	2.5	2.8	3.0
Japon	4.2	3.8	3.7	3.7	3.5	3.9	3.1	3.1	4.0	3.3	3.6
Malaisie	4.0	3.4	4.1	3.3	2.7	3.3	3.0	2.9	2.0	2.3	2.4
Nouvelle-Zélande	3.5	3.2	2.7	3.2	3.1	3.0	2.5	3.1	2.2	2.4	2.4
Pakistan	4.1	4.0	4.5	3.8	3.3	4.2	3.6	3.8	2.8	3.0	3.1
Papouasie Nouvelle-Guinée	4.0	3.7	3.5	2.8	2.3	3.5	2.7	1.9	1.8	2.7	2.9
Philippines	3.6	3.5	3.6	2.9	2.0	3.5	3.1	2.4	1.9	2.9	2.7
Singapour	2.9	2.6	2.8	2.9	3.0	2.9	2.7	2.6	2.8	2.7	2.7
Taiwan	3.5	3.8	3.9	3.5	3.2	3.8	3.3	2.8	2.9	3.4	3.2
Thaïlande	3.6	3.4	3.6	3.2	2.8	3.7	3.0	2.5	2.4	3.5	3.3
Vanuatu	4.0	3.3	3.0	2.9	2.4	3.1	2.7	1.8	1.8	2.8	2.3
Vietnam	2.0	1.9	3.8	2.6	2.2	3.0	2.8	1.7	1.5	2.3	3.3
UE*	4.4	3.5	3.1	3.5	3.4	3.5	3.4	2.8	3.5	2.7	2.6
Allemagne	3.7	3.1	2.3	3.3	3.0	3.2	2.4	2.6	2.9	2.6	2.3
Autriche	3.2	2.7	2.6	3.3	2.8	2.8	2.5	2.3	2.7	2.5	2.3
Bulgarie	4.1	3.9	3.8	3.7	2.9	3.9	4.3	2.8	2.7	2.5	3.2
Danemark	2.8	2.3	2.0	2.8	2.6	2.5	1.6	2.2	2.3	2.2	2.0
Espagne	4.4	3.5	3.1	3.5	3.4	3.5	3.4	2.8	3.5	2.7	2.6
Finlande	3.7	2.9	1.9	3.0	2.7	2.7	2.0	2.5	2.7	2.0	2.2
France	3.6	3.1	2.7	3.3	3.0	3.0	2.8	2.4	2.5	2.2	2.1
Grèce	4.6	4.3	3.7	3.6	4.3	4.0	3.9	2.8	3.5	2.9	3.2
Hongrie	3.9	3.4	3.2	3.8	3.1	3.2	2.9	2.4	2.2	2.8	2.5
Islande	4.3	3.7	2.2	4.0	3.5	3.5	2.7	2.6	3.2	2.4	2.4
Irlande	4.4	4.0	3.0	3.5	3.0	3.3	2.7	2.5	3.9	2.3	2.5
Italie	4.4	4.0	3.0	3.7	3.3	3.7	3.4	2.7	3.4	2.8	2.9
Lettonie	4.0	3.7	3.3	3.0	2.5	3.6	3.2	2.1	1.8	2.3	2.6
Lituanie	4.2	4.2	3.7	3.5	2.9	3.8	4.0	2.6	2.5	2.4	3.0
Luxembourg	2.9	2.5	2.5	3.0	2.7	2.7	2.5	2.3	2.7	2.3	2.3
Norvège	3.0	2.2	2.1	3.2	2.9	2.8	1.9	2.7	3.2	2.4	2.4
Pays-Bas	3.0	2.7	2.6	3.1	2.9	3.0	2.6	2.5	2.9	2.5	2.3
Pologne	3.6	3.4	3.2	3.5	2.8	3.4	3.3	2.6	2.7	2.4	2.6
Portugal	4.2	3.7	3.2	3.6	2.8	3.2	3.4	2.6	2.6	2.6	2.5
République Tchèque	3.8	3.6	3.5	3.3	2.8	3.7	3.5	2.6	2.5	3.3	3.1
Roumanie	4.5	4.5	3.9	3.6	3.1	3.8	4.0	2.9	2.3	2.4	3.1
Royaume-Uni	4.0	3.8	3.1	3.5	3.4	3.4	2.8	2.9	3.0	2.5	2.5
Slovénie	4.3	3.7	3.2	3.7	3.1	3.6	3.5	2.7	3.2	2.8	2.9
Suisse	2.9	2.6	2.1	3.3	3.0	2.6	2.3	2.2	2.5	2.2	1.8

Source : Baromètre mondial de la corruption 2010, Transparency International. Les chiffres sont pondérés. Les notes grisées sont les plus élevées pour ce pays en particulier.

Tableau 2: Selon vous, dans quelle mesure les institutions suivantes sont-elles affectées par la corruption dans votre pays ? (1 : pas du tout corrompu, 5 : extrêmement corrompu). Note moyenne.

Pays/Territoire	Partis politiques	Parlement/ pouvoir législatif	Police	Entreprises/ secteur privé	Médias	Administration /fonctionnaires	Justice	ONG (organisations non gouvernementales)	Organismes religieux	Armée	Système éducatif
Total	4.2	3.7	3.7	3.4	3.2	3.7	3.3	2.9	3.3	2.8	3.1
Amérique Latine	4.0	3.7	3.3	3.5	2.9	3.7	3.8	2.9	2.9	2.9	2.9
Argentine	4.1	3.9	3.8	3.2	3.0	4.0	3.7	2.4	2.7	2.9	2.5
Bolivie	4.2	3.8	4.1	3.5	3.3	4.1	4.3	2.8	2.3	3.3	2.6
Bésil	4.1	4.1	3.8	3.0	2.7	3.1	3.2	2.5	2.5	2.4	2.5
Chili	4.0	3.7	3.1	3.4	2.7	3.6	3.6	2.9	3.0	2.8	3.0
Colombie	4.2	4.2	4.0	2.9	2.7	4.0	3.8	2.6	2.8	3.4	2.5
Mexique	4.4	4.2	4.4	3.3	3.2	4.2	4.3	3.0	3.0	2.9	2.9
Pérou	4.2	4.3	3.9	2.9	2.9	4.0	4.4	2.7	2.4	3.4	3.1
Salvador	4.4	3.8	4.3	2.3	2.4	4.2	4.1	2.2	2.5	2.6	2.6
Venezuela	4.0	4.0	4.4	3.1	2.3	3.8	4.1	2.3	2.3	3.5	2.7
Moyen-Orient et Afrique du Nord	3.6	3.3	3.2	2.9	2.6	3.4	2.9	2.5	2.5	2.4	2.6
Irak	3.9	3.6	3.1	3.0	2.3	3.1	2.6	2.5	2.0	2.8	2.8
Israël	4.5	4.0	3.5	3.4	3.2	3.9	2.8	2.8	4.0	2.6	2.8
Liban	4.1	3.8	3.7	3.4	3.5	3.9	3.5	3.0	3.0	2.4	3.0
Maroc	2.0	2.0	3.3	1.6	1.3	3.5	3.5	1.4	1.0	1.1	2.0
Palestine	3.1	2.8	2.7	2.9	2.8	2.8	2.4	2.8	2.5	2.7	2.3
Pays de l'ex-URSS +	3.7	3.7	3.9	3.3	3.0	3.8	3.9	2.9	2.2	3.1	3.6
Arménie	3.6	3.8	4.1	3.2	2.9	3.8	4.1	2.7	2.2	3.6	4.2
Azerbaïdjan	2.6	2.5	3.6	2.6	2.4	3.3	3.2	2.5	1.9	2.6	3.3
Biélorussie	3.2	3.2	3.6	3.2	3.1	3.8	3.4	2.9	2.2	2.9	3.2
Géorgie	2.9	2.6	2.1	2.4	2.4	2.7	2.9	2.2	1.4	1.8	2.2
Moldavie	3.8	3.7	4.1	3.7	3.0	3.8	3.9	2.9	2.4	2.9	3.7
Mongolie	4.2	4.2	4.0	3.0	2.9	3.6	4.1	2.5	2.1	2.9	3.7
Russie	3.5	3.6	3.9	3.4	3.2	3.9	3.7	3.1	2.5	3.5	3.7
Ukraine	4.0	4.1	4.3	3.7	3.2	4.1	4.4	3.2	2.3	3.5	4.0
Amérique du Nord	4.1	3.8	3.1	3.5	3.3	3.5	3.2	2.8	3.2	2.7	2.8
Canada	3.9	3.6	2.9	3.4	3.0	3.3	2.9	2.7	3.3	2.7	2.6
États-Unis	4.3	4.0	3.3	3.6	3.5	3.8	3.4	3.0	3.1	2.8	3.0
Afrique subsaharienne	3.9	3.8	4.4	2.8	2.5	3.6	3.5	2.9	2.4	2.2	2.6
Afrique du Sud	3.9	3.8	4.4	2.8	2.5	3.6	3.5	2.9	2.4	2.2	2.6
Cameroun	4.0	3.7	4.5	2.9	3.0	3.9	4.0	2.3	2.3	3.5	3.5
Ghana	4.1	3.7	4.6	3.0	2.6	3.6	3.9	2.4	2.7	2.6	3.6
Kenya	3.8	3.8	4.6	2.8	1.6	3.5	3.8	2.2	2.2	2.8	3.0
Liberia	2.9	3.6	4.1	3.2	2.4	3.6	3.7	2.5	1.9	2.3	3.8
Nigeria	4.5	4.2	4.7	2.9	2.7	3.5	3.7	2.4	2.2	3.1	3.8
Ouganda	3.1	3.3	4.6	2.4	2.0	3.5	3.9	2.1	1.7	3.0	3.2
Sénégal	4.4	4.5	4.6	3.1	3.0	4.0	4.2	2.6	2.4	2.8	3.5
Sierra Leone	3.5	3.4	4.4	3.3	2.6	3.3	3.5	2.2	2.0	2.4	3.7
Zambie	3.6	3.2	4.1	3.1	2.8	3.5	3.4	2.5	2.2	2.5	3.4
Balkans occidentaux + Turquie	3.9	3.7	3.3	3.4	2.9	3.6	3.7	2.7	2.4	2.4	3.3
Bosnie-Herzégovine	4.1	3.9	3.5	3.6	2.8	3.8	3.5	2.4	2.5	2.4	3.6
Croatie	4.0	4.0	3.7	3.9	3.2	3.8	4.1	2.8	2.7	2.7	3.4
Kosovo	4.2	3.9	2.4	3.3	2.3	3.2	4.1	1.8	1.5	1.3	2.4
Macédoine	3.7	3.5	3.3	3.0	2.8	3.6	3.9	2.6	2.6	2.1	3.4
Serbie	4.2	3.8	3.6	3.6	3.4	3.8	3.9	3.4	2.7	2.7	3.6
Turquie	3.2	2.9	3.1	3.3	3.0	3.3	3.1	3.0	2.5	3.2	3.3

Source : Baromètre mondial de la corruption 2010, Transparency International. Les chiffres sont pondérés. Les notes grisées sont les plus élevées pour ce pays en particulier.

Tableau 3 : Pourcentage d'utilisateurs ayant payé un bakchich pour recevoir l'attention d'au moins un des neuf différents prestataires de services au cours des douze derniers mois

	Pourcentage
Total	27%
Asie Pacifique	18%
Afghanistan	61%
Australie	2%
Bangladesh	70%
Cambodge	84%
Chine	9%
Corée du Sud	2%
Hong Kong	5%
Îles Fidji	12%
Îles Salomon	20%
Inde	54%
Indonésie	18%
Japon	9%
Malaisie	9%
Nouvelle-Zélande	4%
Pakistan	49%
Papouasie Nouvelle-Guinée	26%
Philippines	16%
Singapour	9%
Taiwan	7%
Thaïlande	23%
Vanuatu	16%
Vietnam	44%
UE+	5%
Allemagne	2%
Autriche	9%
Bulgarie	8%
Danemark	0%
Finlande	2%
Espagne	5%
France	7%
Grèce	18%
Hongrie	24%
Islande	3%
Irlande	4%
Italie	13%
Lettonie	15%
Lituanie	34%
Luxembourg	16%
Norvège	1%
Pays-Bas	2%
Pologne	15%
Portugal	3%
République Tchèque	14%
Royaume-Uni	1%
Roumanie	28%
Slovénie	4%
Suisse	2%

Source : Baromètre mondial de la corruption 2010, Transparency International. Les pourcentages sont pondérés. Les chiffres sont calculés sur la base des personnes sondées qui ont été en contact avec les services répertoriés et ont payé un bakchich à l'un des prestataires. Les groupes ont été définis grâce à une analyse de regroupement. Le résultat pour la Malaisie a été calculé pour 8 services au lieu de 9 parce que la question sur l'administration fiscale n'était pas incluse dans le questionnaire. Le Maroc n'est pas inclus dans le tableau en raison des faibles taux de contacts avec la plupart des services, et l'Afrique du Sud n'y est pas incluse en raison de questionnements sur la validité de données pour cette question.

Tableau 3 : Pourcentage d'utilisateurs ayant payé un bakchich pour recevoir l'attention d'au moins un des neuf différents prestataires de services au cours des douze derniers mois (suite)

	Pourcentage
Total	27%
Amérique Latine	23%
Argentine	12%
Bolivie	30%
Brésil	4%
Chili	21%
Colombie	24%
Mexique	31%
Pérou	22%
Salvador	31%
Venezuela	20%
Moyen-Orient et Afrique du Nord	36%
Irak	56%
Israël	4%
Liban	34%
Palestine	51%
Pays de l'ex-URSS +	32%
Arménie	22%
Azerbaïdjan	47%
Belarus	27%
Géorgie	3%
Moldavie	37%
Mongolie	48%
Russie	26%
Ukraine	34%
Amérique du Nord	5%
Canada	4%
États-Unis	5%
Afrique subsaharienne	56%
Cameroun	54%
Ghana	37%
Kenya	45%
Liberia	89%
Nigeria	63%
Ouganda	86%
Sénégal	56%
Sierra Leone	71%
Zambie	42%
Balkans occidentaux + Turquie	19%
Bosnie-Herzégovine	23%
Croatie	5%
Kosovo	16%
Macédoine	21%
Serbie	17%
Turquie	33%

Source : Baromètre mondial de la corruption 2010, Transparency International. Les pourcentages sont pondérés. Les chiffres sont calculés sur la base des personnes sondées qui ont été en contact avec les services répertoriés et ont payé un bakchich à l'un des prestataires. Les groupes ont été définis grâce à une analyse de regroupement. Le résultat pour la Malaisie a été calculé pour 8 services au lieu de 9 parce que la question sur l'administration fiscale n'était pas incluse dans le questionnaire. Le Maroc n'est pas inclus dans le tableau en raison des faibles taux de contacts avec la plupart des services et l'Afrique du Sud n'y est pas incluse en raison de questionnements sur la validité de données pour cette question.

Tableau 4 : Comment évalueriez-vous les actions de votre gouvernement actuel dans le cadre de la lutte contre la corruption ?

Pays/Territoire	Inefficace	Ni-ni	Efficace
Total	50%	21%	29%
Asie Pacifique	44%	33%	23%
Afghanistan	39%	26%	35%
Australie	21%	43%	36%
Bangladesh	22%	17%	61%
Cambodge	15%	14%	72%
Chine	35%	30%	36%
Corée du Sud	54%	20%	26%
Hong Kong	43%	30%	27%
iles Fidji	9%	3%	88%
Îles Salomon	55%	20%	25%
Inde	44%	31%	25%
Indonésie	35%	32%	33%
Japon	45%	35%	20%
Malaisie	20%	32%	48%
Nouvelle-Zélande	12%	34%	54%
Pakistan	73%	15%	12%
Papouasie Nouvelle-Guinée	65%	11%	24%
Philippines	48%	24%	28%
Singapour	31%	40%	29%
Taiwan	28%	35%	37%
Thaïlande	47%	31%	22%
Vanuatu	49%	19%	32%
Vietnam	34%	29%	37%
UE+	74%	0%	26%
Allemagne	76%	3%	21%
Autriche	34%	37%	28%
Bulgarie	26%	26%	48%
Danemark	44%	0%	56%
Espagne	74%	0%	26%
Finlande	65%	0%	35%
France	68%	5%	27%
Grèce	66%	10%	24%
Hongrie	51%	7%	42%
Islande	78%	0%	22%
Irlande	82%	0%	18%
Italie	64%	17%	19%
Lettonie	73%	15%	11%
Lituanie	78%	16%	6%
Luxembourg	30%	2%	68%
Norvège	61%	0%	39%
Pays-Bas	43%	0%	57%
Pologne	57%	27%	16%
Portugal	75%	16%	10%
République Tchèque	59%	29%	12%
Roumanie	83%	10%	7%
Royaume-Uni	66%	0%	34%
Slovénie	78%	0%	22%
Suisse	54%	9%	37%

Source : Baromètre mondial de la corruption 2010, Transparency International. Les chiffres sont pondérés. Les pourcentages peuvent ne pas évaluer 100 % en raison des arrondis.

Tableau 4 : Comment évalueriez-vous les actions de votre gouvernement actuel dans la lutte contre la corruption ? (suite)

Pays/Territoire	Inefficace	Ni-ni	Efficace
Total	50%	21%	29%
Amérique Latine	32%	28%	40%
Argentine	77%	11%	12%
Bolivie	27%	26%	47%
Bésil	54%	17%	29%
Chili	33%	28%	38%
Colombie	46%	20%	35%
Mexique	52%	26%	22%
Pérou	85%	8%	8%
Salvador	32%	53%	15%
Venezuela	65%	28%	7%
Moyen-Orient et Afrique du Nord	50%	22%	28%
Irak	63%	19%	18%
Israël	82%	0%	18%
Liban	56%	12%	32%
Maroc	17%	65%	18%
Palestine	24%	16%	59%
Pays de l'ex-URSS +	46%	23%	31%
Arménie	53%	20%	27%
Azerbaïdjan	26%	9%	66%
Biélorussie	26%	35%	39%
Géorgie	12%	11%	77%
Moldavie	52%	30%	18%
Mongolie	53%	28%	19%
Russie	52%	22%	26%
Ukraine	59%	24%	16%
Amérique du Nord	73%	0%	27%
Canada	74%	0%	26%
États-Unis	71%	0%	29%
Afrique subsaharienne	45%	11%	44%
Afrique du Sud	45%	11%	44%
Cameroun	48%	25%	28%
Ghana	36%	8%	55%
Kenya	30%	0%	70%
Liberia	47%	6%	46%
Nigeria	40%	14%	46%
Ouganda	24%	18%	58%
Sénégal	61%	17%	22%
Sierra Leone	12%	15%	73%
Zambie	48%	12%	40%
Balkans occidentaux + Turquie	54%	11%	35%
Bosnie-Herzégovine	71%	7%	23%
Croatie	56%	15%	28%
Kosovo	61%	7%	32%
Macédoine	34%	13%	53%
Serbie	61%	25%	14%
Turquie	40%	1%	59%

Source : Baromètre mondial de la corruption 2010, Transparency International. Les chiffres sont pondérés. Les pourcentages peuvent ne pas évaluer 100 % en raison des arrondis.

Annexe D : Résultats par sexe

Pourcentage de personnes sondées rapportant que l'action de leur gouvernement pour lutter contre la corruption est	Hommes	Femmes	Total
Extrêmement efficace/ efficace	30%	27%	29%
Ni efficace, ni inefficace	20%	23%	21%
Extrêmement inefficace/inefficace	49%	50%	50%
Pourcentage de personnes sondées considérant que la corruption dans leur pays au cours des trois dernières années	Hommes	Femmes	Total
..a augmenté	52%	60%	56%
..est restée la même	31%	29%	30%
..a diminué	17%	11%	14%
Pourcentage de personnes sondées ..rapportant avoir payé un <i>bakchich</i> pour obtenir un service auprès de neuf différents prestataires au cours des douze derniers mois			
Pourcentage de personnes sondées rapportant avoir payé un <i>bakchich</i> lors d'un contact	27%	26%	27%
Système éducatif	7%	8%	7%
Justice	14%	18%	16%
Soins médicaux	8%	9%	8%
Police	30%	32%	31%
Services de l'état-civil et des permis	21%	22%	22%
Services d'utilité publique	10%	8%	9%
Administration fiscale	6%	4%	5%
Services fonciers	9%	5%	7%
Douanes	13%	7%	10%
Pourcentage de personnes sondées rapportant que le dernier <i>bakchich</i> payé a servi à	Hommes	Femmes	Total
...Accélérer les choses	26%	18%	22%
...Éviter des problèmes avec les autorités	41%	47%	44%
...Recevoir un service auxquels ils avaient droit	17%	17%	17%
...Je ne m'en souviens pas	4%	3%	3%
...Je ne sais pas	12%	16%	14%
Pourcentage de personnes sondées qui	Hommes	Femmes	Total
..pensent que les gens ordinaires peuvent faire la différence dans la lutte contre la	69%	66%	68%
...soutiendraient un collègue ou un ami s'il luttait contre la corruption	72%	67%	69%
...pourraient s'imaginer s'impliquer personnellement dans la lutte contre la corruption	53%	44%	48%
...pourraient dénoncer un cas de corruption	71%	69%	70%
Pourcentage de personnes sondées qui font le plus confiance à ce secteur/institution pour lutter contre la corruption	Hommes	Femmes	Total
...leaders gouvernementaux	22%	23%	22%
...Entreprises/secteur privé	11%	11%	11%
...ONG (organisations non gouvernementales)	9%	9%	9%
...Médias	25%	25%	25%
...Organisations internationales [ex. ONU, Banque Mondiale, Fonds Monétaire	7%	8%	8%
...Personne	25%	25%	25%
Dans quelle mesure pensez-vous que les institutions suivantes de ce pays sont affectées par la corruption ? (1 : pas du tout corrompu, 5 : extrêmement corrompu) Score moyen			
	Hommes	Femmes	Total
Partis politiques	4.2	4.2	4.2
Parlement/pouvoir législatif	3.7	3.8	3.7
Police	3.6	3.8	3.7
Entreprises/secteur privé	3.4	3.4	3.4
Médias	3.2	3.1	3.2
Administration/fonctionnaires	3.8	3.7	3.7
Justice	3.2	3.3	3.3
ONG (organisations non gouvernementales)	2.9	2.9	2.9
Organismes religieux	3.3	3.3	3.3
Armée	2.8	2.9	2.8

Source : Baromètre mondial de la corruption 2010, Transparency International. Les chiffres sont pondérés.

Annexe E. Pays/territoires couverts par le Baromètre mondial de la corruption selon les années

Région	2010	2009	2007	2006	2005
Asie Pacifique	Afghanistan				
	Australie				
	Bangladesh				
	Brunei	Brunei			
	Cambodge	Cambodge	Cambodge		Cambodge
	Chine				
	Iles Fidji			Iles Fidji	
	Hong Kong	Hong Kong	Hong Kong	Hong Kong	Hong Kong
	Inde	Inde	Inde	Inde	Inde
	Indonésie	Indonésie	Indonésie	Indonésie	Indonésie
	Japon	Japon	Japon	Japon	Japon
	Corée du Sud	Corée du Sud	Corée du Sud	Corée du Sud	Corée du Sud
	Malaisie	Malaisie	Malaisie	Malaisie	Malaisie
	Nouvelle-Zélande				
	Pakistan	Pakistan	Pakistan	Pakistan	Pakistan
	Papouasie Nouvelle-Guinée				
	Philippines	Philippines	Philippines	Philippines	Philippines
	Iles Salomon				
Singapour	Singapour	Singapour	Singapour	Singapour	
Taiwan					
Thaïlande	Thaïlande	Thaïlande	Thaïlande	Thaïlande	
Vanuatu					
Vietnam		Vietnam			
UE+	Autriche	Autriche	Autriche	Autriche	Autriche
	Bulgarie	Bulgarie	Bulgarie	Bulgarie	Bulgarie
	République Tchèque	République Tchèque	République Tchèque	République Tchèque	République Tchèque
	Danemark	Danemark	Danemark	Danemark	Danemark
	Finlande	Finlande	Finlande	Finlande	Finlande
	France		France	France	France
	Allemagne		Allemagne	Allemagne	Allemagne
	Grèce	Grèce	Grèce	Grèce	Grèce
	Hongrie	Hongrie			
	Islande	Islande	Islande	Islande	Islande
	Irlande		Irlande		Irlande
	Italie	Italie	Italie	Italie	Italie
	Lettonie				
	Lituanie	Lituanie	Lituanie*		Lituanie
	Luxembourg	Luxembourg	Luxembourg	Luxembourg	Luxembourg
	Pays-Bas	Pays-Bas	Pays-Bas	Pays-Bas	Pays-Bas
	Norvège	Norvège	Norvège	Norvège	Norvège
	Pologne	Pologne	Pologne	Pologne	Pologne
	Portugal	Portugal	Portugal	Portugal	Portugal
	Roumanie	Roumanie	Roumanie	Roumanie	Roumanie
	Slovénie				
Espagne	Espagne	Espagne	Espagne	Espagne	
Suisse	Suisse	Suisse	Suisse	Suisse	
Royaume-Uni	Royaume-Uni	Royaume-Uni	Royaume-Uni	Royaume-Uni	
Amérique	Argentine	Argentine	Argentine	Argentine	Argentine
	Bolivie	Bolivie	Bolivie	Bolivie	Bolivie
	Brazil				
	Chili	Chili*		Chili	Chili
	Colombie	Colombie	Colombie	Colombie	Colombie
			République Dominicaine	République Dominicaine	République Dominicaine
			Equateur		Equateur
	Salvador	Salvador			
			Guatemala		Guatemala
	Mexique			Mexique	Mexique
	Panama	Panama	Panama	Nicaragua	
			Paraguay	Paraguay	
Pérou	Pérou	Pérou	Pérou	Pérou	
			Uruguay	Uruguay	
Latine	Venezuela	Venezuela	Venezuela	Venezuela	
Moyen-Orient et Afrique du Nord	Israël	Israël		Israël	Israël
	Irak	Irak			
	Liban	Koweït			
	Liban	Liban			
	Maroc	Maroc		Maroc	
	Palestine				
Pays de l'ex-URSS +	Arménie	Arménie	Arménie		
	Azerbaïdjan	Azerbaïdjan			
	Biélorussie	Belarus			
	Géorgie	Géorgie	Géorgie		Géorgie
	Moldavie	Moldavie	Moldavie	Moldavie	Moldavie
	Mongolie	Mongolie			
Russie	Russie	Russie	Russie	Russie	
Ukraine	Ukraine	Ukraine	Ukraine	Ukraine	
Amérique du Nord	Canada	Canada	Canada	Canada	Canada
	Etats-Unis	Etats-Unis	Etats-Unis	Etats-Unis	Etats-Unis
Afrique subsaharienne	Cameroun	Cameroun	Cameroun	Cameroun	Cameroun
				Congo-Brazzaville	
				Gabon	
	Ghana	Ghana	Ghana		Ghana
	Kenya	Kenya		Kenya	Kenya
	Liberia	Liberia			
	Nigeria	Nigeria	Nigeria	Nigeria	Nigeria
	Sénégal	Sénégal	Sénégal	Sénégal	Sénégal
	Sierra Leone	Sierra Leone			
	Afrique du Sud		Afrique du Sud	Afrique du Sud	Afrique du Sud
Ouganda	Ouganda			Togo	
Zambie	Zambie				
Balkans occidentaux + Turquie	Bosnie-Herzégovine	Bosnie-Herzégovine	Albanie	Albanie	Bosnie-Herzégovine
	Croatie	Croatie	Croatie	Croatie	Croatie
	Macédoine	Macédoine	Macédoine	Macédoine	Macédoine
	Kosovo	Kosovo (admin. ONU)	Kosovo (admin. ONU)	Kosovo (admin. ONU)	Kosovo (admin. ONU)
	Serbie	Serbie	Serbie	Serbie	Serbie et Monténégro
	Turquie	Turquie	Turquie	Turquie	Turquie
Total	86 pays	69 pays	62 pays	62 pays	69 pays

Transparency International
Secrétariat International
Alt-Moabit 96
10559 Berlin
Allemagne

Téléphone: +49 - 30 - 34 38 200
Fax: +49 - 30 - 34 70 39 12

ti@transparency.org
www.transparency.org